

Bibliothek
des Instituts für Weltwirtschaft
an der Universität Kiel

Broschürensammlung

Signatur

B 13300

AUS DER BIBLIOTHEK VON

JULIUS
LANDMANN

6. VIII. 1877 — 8. XI. 1931

PROFESSOR DER
STAATSWISSENSCHAFTEN

BASEL 1910—1927

KIEL 1927—1931

UN BANQUIER DU TRÉSOR ROYAL AU XVIII^e SIÈCLE

SAMUEL BERNARD

SA VIE — SA CORRESPONDANCE

(1651-1739)

PAR

VICTOR DE SWARTE

TRÉSORIER GÉNÉRAL DES FINANCES

CORRESPONDANT DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

(SECTION DES TRAVAUX HISTORIQUES ET SECTION DES BEAUX-ARTS)

Mémoire lu le 4 avril 1893, à la Sorbonne, section d'Histoire et de Philologie

BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}, LIBRAIRES-ÉDITEURS

PARIS

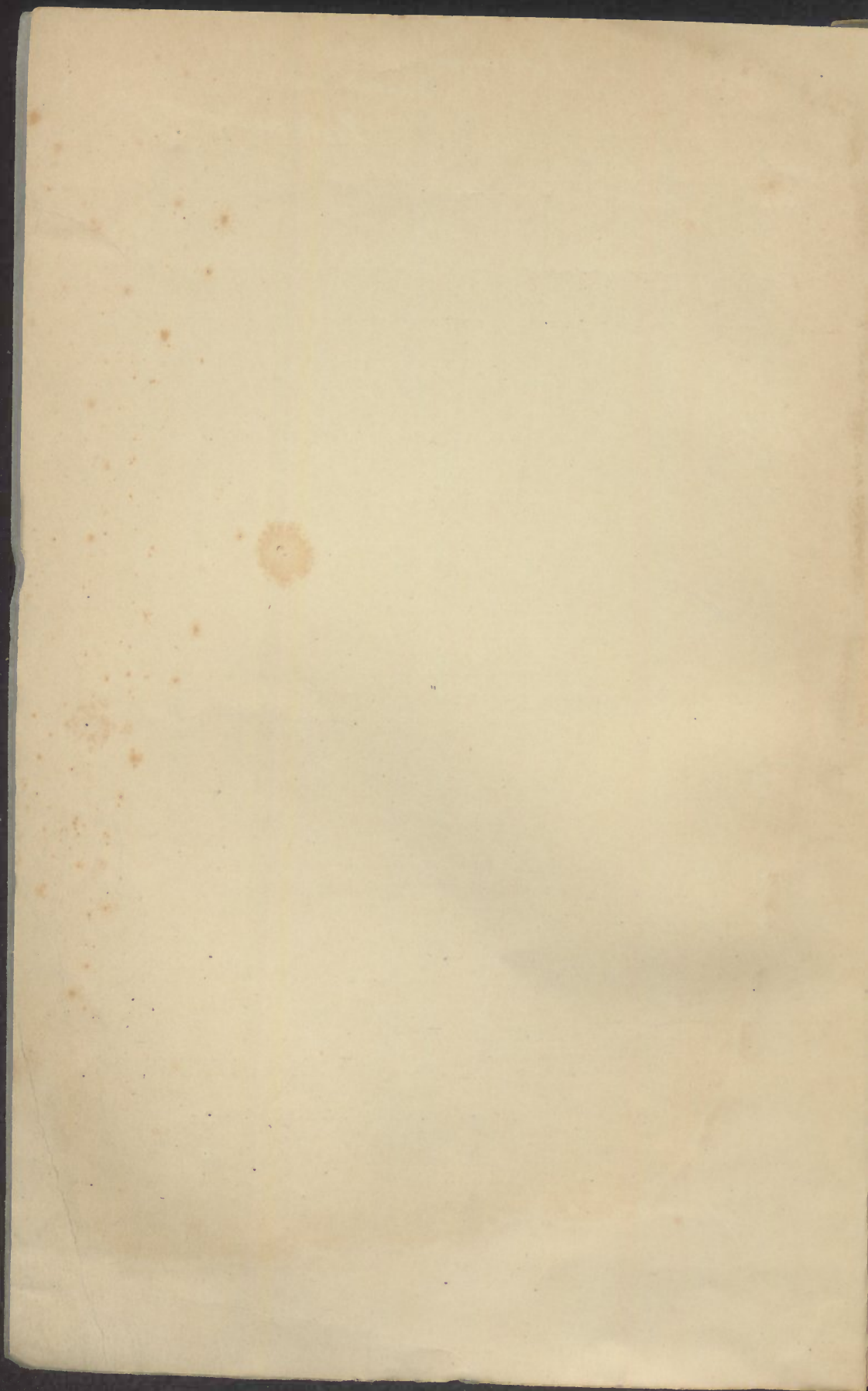
5, RUE DES BEAUX-ARTS

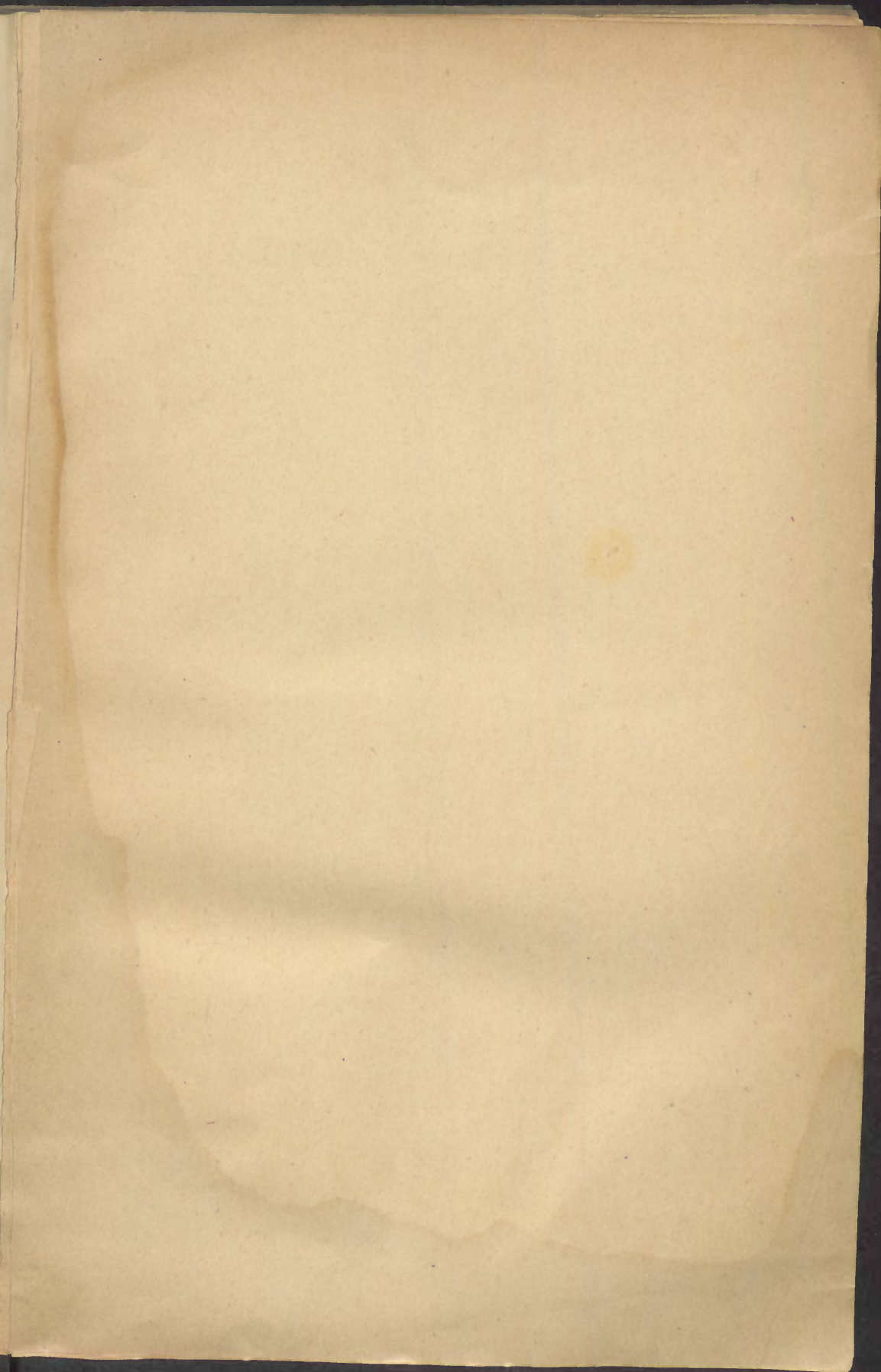
NANCY

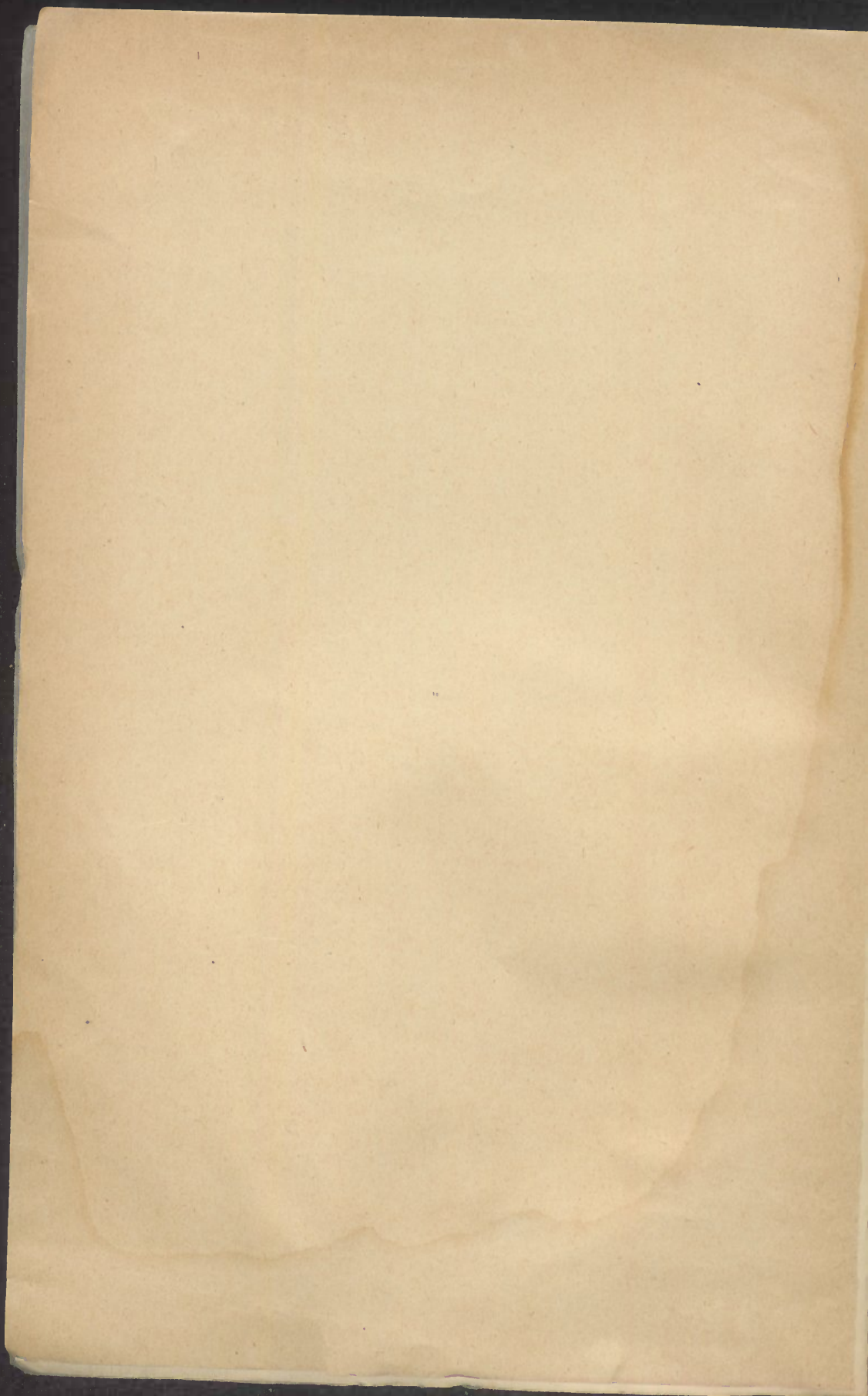
18, RUE DES GLACIS

1893

Tous droits réservés







*A Monsieur Coste, avocat,
Souvenir amical
Victor de Swarte*

SAMUEL BERNARD

DU MÊME AUTEUR

FINANCES

Traité de la Comptabilité occulte et des gestions extraréglementaires. 2 forts volumes. Berger-Levrault et C^{ie}. *Ouvrage dédié à M. Boulton, directeur général des contributions directes.*

Des Comptabilités occultes. Extraits de la *Revue générale d'administration*. Berger-Levrault et C^{ie}. 1884.

Essai sur l'Histoire de la Comptabilité publique. Législation comparée. Statistique. Berger-Levrault et C^{ie}. 1885. *Ouvrage dédié à M. Trystram, député du Nord.*

Manuel du Candidat percepteur surnuméraire. Berger-Levrault et C^{ie}.

Histoire du Trésor public pendant la guerre de 1870-1871. Berger-Levrault et C^{ie}. 1891. *Ouvrage dédié à M. Magnin, vice-président du Sénat, gouverneur de la Banque de France.*

L'Impôt sur le revenu. Historique et législation comparée. Extrait du *Dictionnaire des Finances*. Berger-Levrault et C^{ie}. 1893.

ARTS — HISTOIRE — DIVERS

Le Salon de 1875. Fleury-Lemaire.

Le Salon de 1876. Fleury-Lemaire. *Ouvrage dédié à M^{me} Léon Revel.*

Le Salon de 1879. Wittersheim.

Causerie sur le Salon de 1888, par Ariste. Grande Imprimerie. *Ouvrage dédié à M. Paul Delombre.*

Articles et Causeries. 1874. Fleury-Lemaire.

Un Canal de Bailleul à la Lys (1681-1781). La Garde bourgeoise à Bailleul (1789-1791). Fleury-Lemaire.

Impressions de voyages. Suisse, Savoie, Franche-Comté, Bressé.— Fleury-Lemaire. 1882.

Les Financiers amateurs d'art aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles. Plon. 1890. *Ouvrage dédié à M. Max Chabrières-Arlès, trésorier général des finances du Rhône, régent de la Banque de France.*

Les Tapisseries flamandes du Vatican et les Cartons de Raphaël. *Grande Revue.* Paris et Saint-Petersbourg. 1891.

Samuel Bernard, peintre du roi, académicien, son œuvre, son iconographie, et Samuel Bernard, son petit-fils, surintendant de la Maison de la reine, amateur d'art. Plon. 1893.

UN BANQUIER DU TRÉSOR ROYAL AU XVIII^e SIÈCLE

SAMUEL BERNARD

SA VIE — SA CORRESPONDANCE

(1651-1739)

PAR

VICTOR DE SWARTE

TRÉSORIER GÉNÉRAL DES FINANCES

CORRESPONDANT DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

(SECTION DES TRAVAUX HISTORIQUES ET SECTION DES BEAUX-ARTS)

Mémoire lu le 4 avril 1893, à la Sorbonne, section d'Histoire et de Philologie

BERGER-LEVRAULT ET C^{ie}, LIBRAIRES-ÉDITEURS

PARIS

5, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY

18, RUE DES GLACIS

1893

Tous droits réservés

2

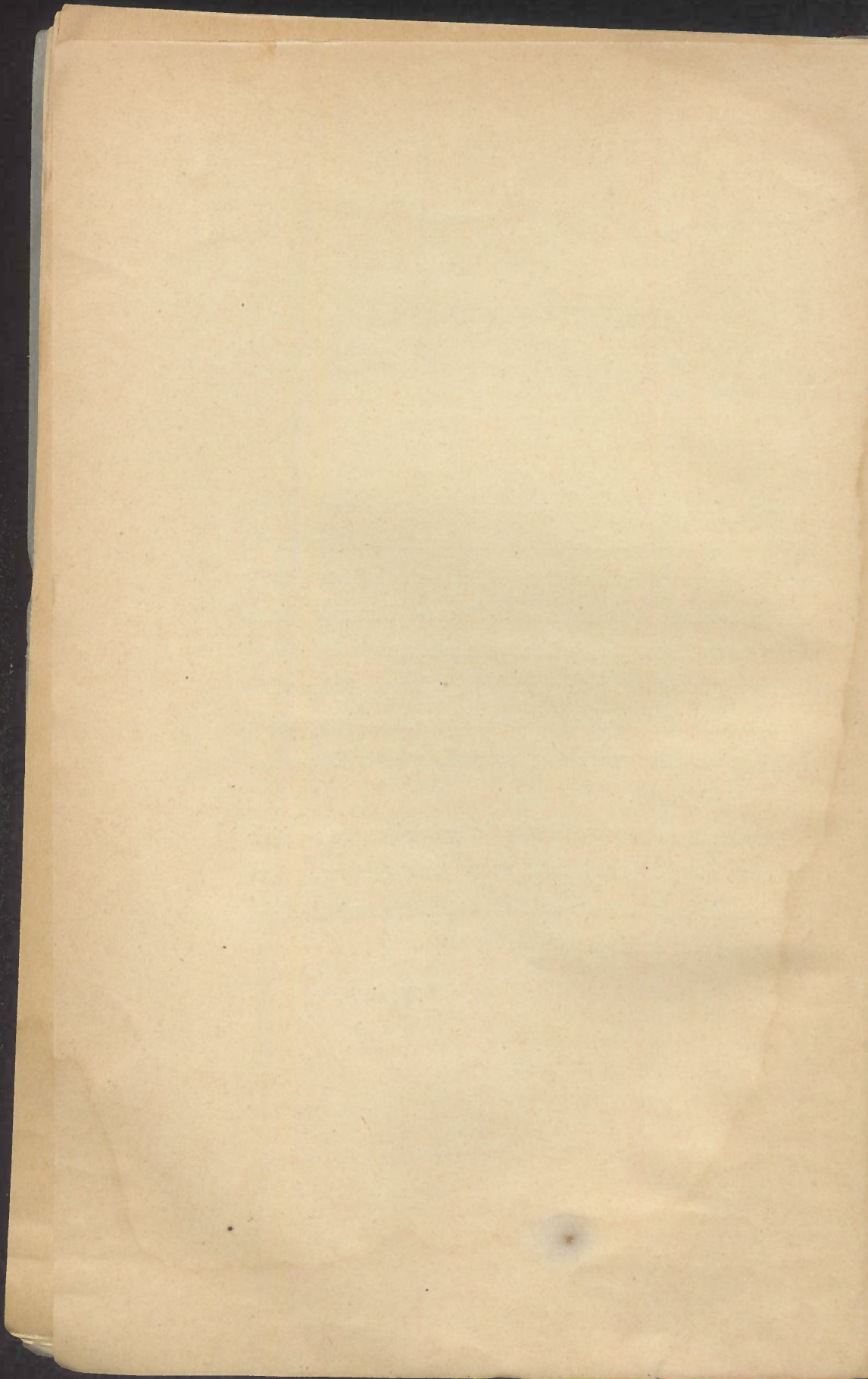


AVANT-PROPOS

Nous publierons incessamment dans une étude d'ensemble consacrée au Trésor royal au XVIII^e siècle un grand nombre de correspondances et de documents inédits relatifs aux banquiers et notamment à Samuel Bernard. Nous estimons qu'il sera plus facile de se rendre compte à l'exposé des actes quotidiens de ces grands négociateurs d'argent de la situation du Trésor à la fin de l'ancien régime, qu'en alignant par date, avec des commentaires, les ordonnances, édits et règlements.

En attendant cette publication, et pour répondre au désir qui nous a été exprimé, nous avons voulu mettre au jour l'analyse de la correspondance inédite de Samuel Bernard qui repose aux archives nationales.

V. D. S.



UN BANQUIER DU TRÉSOR ROYAL

AU XVIII^e SIÈCLE

SAMUEL BERNARD

SA VIE — SA CORRESPONDANCE¹

(1651 - 1739)

Avant de rechercher ce que pouvait bien être le banquier du Trésor sous l'ancien régime et quels étaient les services qu'on attendait de lui, il ne sera peut-être pas tout à fait inutile, pour procéder par voie de comparaison, d'exposer en quelques lignes les fonctions actuelles du chef du Trésor pour la mise en œuvre du budget voté par le Parlement.

Représentez-vous une de ces journées inquiètes du 31 décembre, où mille choses, à peine ébauchées le matin, doivent de rigueur être achevées le soir, car demain, c'est chose nouvelle.... l'année vieille de 365 jours va mourir, et le ministre des finances, tout au contraire d'un héritier, devient le tuteur légal d'un pauvre petit être qui n'a ni sou ni maille, mais se trouve doué dès le deuxième jour de son existence d'un formidable appétit. Cet enfantelet qui va prendre le nom de l'année nouvelle n'aura de ressources que dans quelques mois. Comment fera

1. Sources inédites de la présente étude dont nous avons communiqué cette année l'analyse à la réunion des sociétés savantes à la Sorbonne (section d'histoire et de philologie): Archives nationales; Trésor royal; Comptabilité de M. Bernard, 1700-1711; Lettre et comptabilité de M. S. Bernard, 1705-1715, G. 7, 1120-1121-1122.

Archives de Seine-et-Marne; Archives de la Banque de France; Bibliothèque nationale, manuscrits; *Les Bienfaits du roi Louis XIV*, par M. Danjeau, 16 vol. in-fol. suppl. fr. 579; Projets des finances pour l'acquit des dettes de l'État, 1715-1716-1717 (fr. 7763, Bibl. nat.).

son tuteur pour assurer son existence pendant cette période de minorité? avec quelles ressources paiera-t-il les intérêts des trente milliards prêtés aux ancêtres défunts du nouveau-né et les travaux qu'ils ont commandés à tant d'entrepreneurs et aussi les employés qui assurent les services quotidiens? Une bonne fée — c'est du Parlement que je veux parler — a déposé sur le bureau du ministre une lettre de change de 3 milliards; voilà certes un joli présent, mais cette lettre doit être escomptée, car ce n'est pas au jour le jour qu'on en pourra extraire la substance destinée à pourvoir aux dépenses. Il faudra donc emprunter avant que l'on soit riche, c'est-à-dire, avant que les contribuables aient versé chez les percepteurs le montant de leurs cotes, avant que les bureaux d'enregistrement aient recueilli force droits à l'aide des meurtrières formules, en trois lignes, écrites sur papier timbré, ou que les fabricants d'alcools aient rempli leurs vastes tonneaux du poison qui coûte au contribuable et aux consommateurs des maux nombreux.

Cet emprunt, ou plutôt ce compte d'avances, se fera sans grand bruit; le Directeur du Mouvement général des fonds usera d'abord du compte des fonds particuliers des trésoriers généraux, puis des 170 millions que la Banque de France doit, aux termes de son contrat, prêter au Trésor sans tirer de lui le moindre intérêt et enfin il émettra des bons du Trésor à trois mois qui sont toujours très recherchés des grands établissements de crédit, puisque c'est de la monnaie qui rapporte intérêts dans leur caisse.

Ces divers procédés qu'on appelle *les moyens de Trésorerie* se réalisent aujourd'hui avec tant de facilité que c'est à peine si les députés, si soucieux pourtant de discuter l'importance des crédits, se préoccupent de la Trésorerie de l'État et de l'escompte de la formidable traite tirée sur les contribuables.

C'est qu'aujourd'hui, à part les situations tout à fait exceptionnelles comme celles qui résultèrent de la guerre de 1870-1871 dont nous avons exposé le mécanisme de Trésorerie à Paris et en province¹, toutes ces opérations s'effectuent sans difficultés, grâce au crédit de l'État.

Depuis quand l'État est-il en quelque sorte son propre banquier? A quels intermédiaires avait-il recours pour se procurer jadis des anticipations sur ses ressources à réaliser.

1. *Le Trésor public en 1870-1871*, par Victor de Swarte. Berger-Levrault et C^{ie}, 1890.

C'est ce point d'histoire que nous avons voulu étudier en recherchant, dans les archives nationales, la correspondance de Samuel Bernard, banquier du Trésor royal au commencement du siècle dernier, pendant les cruelles années de la guerre de Succession d'Espagne. Nous espérons bien pouvoir continuer ces travaux qui représentent la vie du Trésor français en quelque sorte au jour le jour, en recherchant les correspondances de divers autres banquiers. Pussions-nous par cette étude que nous avons serré d'aussi près que possible, avoir rendu un compte exact des procédés employés par les contrôleurs généraux des finances dont notre éminent maître M. de Boislisle continue, avec sa haute science, la publication, pour le plus grand bien de l'histoire financière de notre pays ?

I

Famille de Samuel Bernard. — A quelle religion appartenait-il ? — Le rôle et les attributions du banquier du Trésor royal. — Le Trésor au moyen âge (les Templiers, Jacques Cœur) et sous Colbert. — Les derniers banquiers agents du Trésor : Ouvrard et C^{ie}.

Dans l'étude détaillée que je publierai incessamment sur le sujet qui nous occupe, j'ai nécessairement relevé tous les renseignements que j'ai pu recueillir sur la vie de Samuel Bernard, c'était l'introduction nécessaire à la publication de la correspondance de ce financier.

Je craindrais d'abuser de vos instants si je vous faisais pénétrer dans tous les détails de cette existence qui embrasse près d'un siècle (1654-1739).

Mon but principal a été de rendre compte du mécanisme du Trésor au commencement du xviii^e siècle. Il m'a semblé toutefois nécessaire de vous dire, en courant, quelques mots de l'homme dont nous analyserons l'intéressante correspondance.

Samuel Bernard, auquel nous avons déjà consacré une page dans les *Financiers amateurs d'art*¹ publiés en 1890, est né à Paris, le

1. Victor de Swarte, *Les Financiers amateurs d'art aux xvi^e, xvii^e et xviii^e siècles*. Plon, 1890.

28 novembre 1651 ; il était fils d'un peintre du roi et académicien. Le savant directeur de la manufacture des Gobelins, M. Guiffrey, a relevé dans les *Comptes des Bâtiments du Roi*¹ le prix qui lui fut payé pour diverses miniatures².

Le peintre était huguenot, le financier aussi, tous deux abjurèrent à Saint-Sulpice. Les actes d'abjuration sont reproduits dans le *Dictionnaire critique de biographie et d'histoire de Jal*. Au temps qu'il était encore protestant, le major du régiment des gardes, d'Artagnan, était venu s'installer en son joli château de Chennevières et lui avait écrit de se faire catholique, apostolique, romain, et de lui envoyer pour le lendemain à 2 heures après-midi, son abjuration et celle de toute sa famille « pour lui ôter le chagrin d'être obligé de lui en faire ». Il est « au désespoir d'être comis pour pareille chose, surtout quand il faut que cela tombe sur une personne comme vous³ ».

C'est à tort qu'on a prétendu que Samuel Bernard était israélite ; cette opinion avait trouvé créance dans le public, à la suite d'une boutade de Voltaire, à qui le fils de notre financier avait fait endurer des pertes d'argent et qui écrivait à Helvétius, en 1761 : « J'aimerais mieux que le parlement me fit justice de la banqueroute du fils de Samuel Bernard, *juif*, fils de *juif*, mort surintendant de la maison de la Reine, maître des requêtes, riche de neuf millions et banqueroutier. »

* * *

Nous estimons qu'il ne suffirait pas pour définir le caractère singulièrement complexe de Samuel Bernard de l'assimiler à ces grands bourgeois enrichis, qui, par vanité et pour faire figure, livraient au

1. Guiffrey, *Comptes des Bâtiments du Roi* :

13 mai 1668, pour deux tableaux de miniature qu'il a faits pour le Roi, 1,600^{ff}.
18 octobre 1668, au sieur Samuel Bernard, peintre, pour un tableau en miniature qu'il a fait pour le Roi, 1,200^{ff}.

1^{er} mars 1670, Saint-Germain, au sieur Samuel Bernard, peintre, 2,800^{ff} pour son paiement de deux tableaux en miniature à raison de 1,400^{ff} chacun.

2. Nous avons relevé dans un mémoire lu à la section des beaux-arts toutes les particularités relatives au père et au fils de notre financier. Ce mémoire est intitulé : Samuel Bernard, peintre du Roi, académicien, son œuvre, son iconographie, sa descendance et en particulier Samuel-Jacques Bernard, son petit-fils, surintendant de la Reine, amateur d'art. Il sera publié *in extenso* dans le *Bulletin annuel des sociétés des beaux-arts*. (Plon, 1893.)

3. Eugène Bonnemère. *La France sous Louis XIV*, t. II, p. 79.

contrôleur général, sous forme d'anticipations, quelques sacs d'écus, dans l'espérance de recueillir plus tard un titre de noblesse. La correspondance du financier nous a révélé un personnage prenant une part active à la direction de tous les mouvements de fonds et au contrôle; nous le voyons user largement de son crédit pour réaliser des ressources au profit de l'État, et les faire naître à point nommé, au lieu où la dépense devait être effectuée. Le banquier du Trésor royal ainsi compris devient pour nous un agent tout particulier à notre pays de France où le commerce de banque n'était pas pratiqué comme dans les républiques d'Italie, sur les côtes d'Espagne et dans les Pays-Bas, et, en effet, les gros trafiquants de Venise, de Gênes, de Barcelone ou d'Amsterdam en remontraient aux négociants de Lyon, de Marseille et de Montauban, en matière d'échange de billets de crédit et de circulation de valeurs.

Si l'on excepte les Templiers dont le grand historien, l'habile et infatigable chercheur, M. Léopold Delisle, a reproduit la comptabilité savante du ^{xiii}^e siècle, avec tous ses moyens d'accréditation en France et en Angleterre, si l'on considère aussi comme une exception l'argentier de Bourges, Jacques Cœur, qui possédait des comptoirs dans tout le Levant et pratiquait la Banque internationale, on ne rencontre que des munitionnaires comme Barthélemy d'Herwart (encore était-il né à Augsbourg), qui facilita singulièrement les services que Richelieu eut à lui demander. C'est son action près de l'armée du duc Bernard de Saxe-Weimar qui assura le concours utile de cette armée pour les intérêts de la France. Le diplomate français, prince de l'Église, faisait servir à la cause de son pays les projets de l'Allemand huguenot, nous ménageant ainsi les premières conquêtes faites en Alsace¹.

N'oublions pas que Colbert, qui pourtant, en raison de son origine commerciale, connaissait bien les ressorts habituels au négoce, était fort embarrassé, peu de temps après la disgrâce de Fouquet, à laquelle il avait tant contribué, pour trouver un simple million que les Anglais réclamaient, menaçant d'occuper, faute de paiement effectué sur l'heure, le port de Mardyck. « En l'état où nous sommes, disait-il dans une lettre du 3 octobre 1662 au comte d'Estrades, ambassadeur de France en Hollande², pour ce qui concerne les finances, je vous assure qu'il

1. *Financiers amateurs d'art*, op. cit., p. 17.

2. Depping, *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*, t. III, n° 6, p. 10.

n'y a rien de plus difficile que de trouver deux millions de livres d'argent comptant et encore plus de trouver des gens qui se mêlent de banque et de marchandises, qui s'obligent pour trois millions de livres payable la moitié dans un an et l'autre moitié un an après... ».

Le fond du sac des partisans ou traitants apparaissait bien vite et pourtant c'était à eux, comme le montre M. Lair, dans son ouvrage si bien documenté sur Fouquet, que « ecclésiastiques, gentilshommes, bourgeois, confiaient leur argent à faire valoir, soit parce que les sommes étaient trop petites pour faire l'objet de prêts directs, soit, raison plus déterminante, parce qu'on ne voulait pas prêter directement au Roi, de peur de coups de force semblables à ceux dont Mazarin acceptait si volontiers l'idée¹. N'était-ce point aussi un banquier, ce surintendant Fouquet qui, aux termes du règlement du 24 décembre 1654, devait non seulement pourvoir au recouvrement des fonds, faire compter les fermiers et traitants, mais aussi « arrêter tous traités, prêts et avances ». Dans une lettre écrite par Mazarin, au début de la campagne de Flandre, où il s'agissait de nourrir 30,000 hommes et autant que possible de gagner sur leur nourriture, Fouquet est prié de considérer qu'il est impossible que tout ne se renverse, s'il y a la moindre faute au paiement ponctuel de ce qu'il était convenu de donner chaque mois².

Jusqu'à la veille de la Révolution et même au lendemain de la Convention, nous voyons le Trésor public prendre pour auxiliaires des banquiers. Le Directoire avait recherché pour parer aux dépenses quotidiennes les ressources du mont-de-piété. L'Empire s'adressa au munitionnaire Ouvrard qui, par certains côtés, ressemble quelque peu à Samuel Bernard.

On sait que pendant la campagne d'Autriche, en 1805, c'est lui qui, avec le concours de Vanlerberghe et Desprès (qu'on avait qualifiés les *négo-ciants réunis*³ ou encore les *faiseurs de service*), fit escompter chez le banquier Van der Hopp, à Amsterdam, les traites des receveurs généraux pour 1806, et qu'il avait procuré ainsi certaines sommes au ministre du

1. J. Lair, *Nicolas Fouquet, procureur général, surintendant des finances, ministre d'État de Louis XIV*. Paris, Plon, 1890, t. I, p. 335.

2. Ibid., t. I, p. 430.

3. Archives de la Banque de France. Relations de la Banque de France avec les banquiers du Trésor ou Compagnie des négociants réunis, affaire Desprès. — Voir aussi Victor de Swarte, *Essai sur l'histoire de la comptabilité publique en France*. Berger-Levrault et Cie, 1885, p. 28 et 29.

Trésor, Barbé Marbois. La majeure partie de ces sommes avait, il faut le dire, servi à Ouvrard pour fournir des subsides à l'Espagne qui nous devait déjà une indemnité de 75 millions aux termes du traité de Saint-Ildéfonse.

On sait le reste... Ouvrard fit une banqueroute de 140 millions et Napoléon, à son retour d'Austerlitz, le 26 janvier 1806, destitua le faible Barbé Marbois et institua pour ministre du Trésor, Mollien, lequel sut organiser la caisse de service et les recettes générales. Nous n'avons cité ces faits que parce qu'ils représentent la dernière immixtion d'un trafiquant particulier faisant le service de Banque du Trésor français.

II

Origine de la fortune de Samuel Bernard. — Les élections au trône de Pologne (1697 et 1733. Le prince de Conti. — Auguste de Saxe et Stanislas Leczinski). — L'entrevue de Marly (1708). — La banqueroute de Samuel Bernard à Lyon (1709). — Son rôle sous la régence et sous Louis XV (1715-1739).

Après ce court exposé qu'il nous a paru indispensable d'esquisser pour représenter le rôle des banquiers du Trésor à différentes époques de notre histoire, revenons à Samuel Bernard que nous nous efforçons de définir par ses actes avec la plus grande impartialité. Nous n'aurions pas pris soin de dépouiller une foule de documents inédits, à seule fin d'écrire une thèse préconçue. Nous nous sommes plu en cette recherche de la vérité et nous n'épargnerons aucun argument qui pourra de plus près nous faire atteindre le but, et juger comme il convient cet habile prestidigitateur d'argent.

La première question qui se pose est de rechercher l'origine de la fortune de Samuel Bernard. A ce sujet, il en faut convenir, les éléments d'appréciation sont un peu défaut. Nous le voyons, en 1675, reçu maître dans la corporation des joailliers et tireurs d'or ou marchands de drap d'or. Il semble que c'est surtout à d'importantes spéculations faites à l'étranger qu'il faut attribuer l'origine de sa fortune. Mathieu Marais affirmait en 1720¹ que dans les seules actions d'Angleterre notre financier avait gagné 100 millions et plus.

1. Mathieu Marais, *Journal et mémoires*, t. I, p. 357.

C'est à lui que l'on s'adresse en toutes circonstances pour réaliser les capitaux qui font défaut à la caisse de l'État. S'agit-il, comme en 1697, de réchauffer le zèle un peu tiède des partisans de François-Louis de Bourbon, prince de Conti, pour lequel Louis XIV recherche le trône de Pologne, il envoie aux banquiers de Dantzig des lettres de change qui leur permettront de verser les 200,000 écus qui, dans la pensée de l'abbé de Polignac, notre diplomate en Pologne, devait assurer à Conti la succession de Sobieski. François-Louis de Bourbon fut élu, en effet, par la majorité réunie au champ de Wola¹, mais Auguste de Saxe se faisait proclamer Roi tandis que Conti croisait devant Dantzig, avec la flotte de Jean Bart. Il se consola, comme on sait, de son échec qui lui permettait de rester en France, près de sa femme, Marie-Thérèse de Bourbon, dont il était très amoureux. L'argent n'avait pas suffi, mais Samuel Bernard qui était, au dire de Dangeau, « présentement le plus grand banquier de l'Europe, avait très bien servi le Roi en cette occasion² ». Il aurait non seulement fallu les subsides qu'avait promis l'abbé de Polignac, mais aussi, sans doute, la présence de ce prince courageux, spirituel et aimable « coquet avec tous les hommes, comme le montre Saint-Simon, et qui se mettait merveilleusement à la portée et au niveau de tous, qui prenait à tâche de plaire au cordonnier, au laquais, au porteur de chaises, comme au ministre d'État ».

La somme demandée par notre envoyé avait été de beaucoup dépassée. Nous lisons, en effet, dans le même Journal de Dangeau, sous la date du 4 septembre 1697³, que M. de Pontchartrain avait envoyé quérir Samuel Bernard pour lui ordonner de trouver dans les vingt-quatre heures 700,000⁴ en or dont on avait besoin pour faire partir M. de Conti. Samuel Bernard revint au bout de vingt-quatre heures et trouva un million en or et 10 millions en argent. Jamais le crédit n'a été si grand, « la confiance qu'on a dans le Roi et dans son ministre est à tel point, qu'après neuf ans de la plus grande guerre du monde, le Roi trouve tant d'argent qu'on veut, à 6 p. 100, et au commencement de la guerre on n'en trouvait qu'à 12 p. 100 ».

Ce n'est pas la seule fois que nous verrons le banquier du Trésor

1. Louis Farges, *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France. — Pologne. — M. du Heron, envoyé*. Notice, t. I, p. 245.

2. *Journal du marquis de Dangeau*, t. VI, p. 136.

3. *Ibid.*, t. I, p. 182.

jouer un rôle dans l'élection au trône de Pologne. Trente-six ans après la lutte électorale que nous venons de décrire (février 1733), le même Auguste de Saxe, roi de Pologne pour la deuxième fois, venait de mourir, lui qui avait été battu, en 1704, par Stanislas Leczinski et qui l'avait battu, à son tour, en 1709. On pense bien que la Cour de Versailles n'était pas indifférente à la réélection du beau-père du roi de France et que par conséquent les financiers ne demeurèrent pas inactifs à la nouvelle de cette mort. « Samuel Bernard, dit Barbier, dans sa *Chronique*¹, qui prête à tous ceux qui ont de grandes charges dans ce pays-ci, a pensé qu'il ne lui manquait plus que de faire des rois. Il a prêté 4 millions au roi Stanislas. Les fermiers généraux ont fait aussi une somme et comme l'argent est le seul protecteur en ce pays-là pour l'élection, le triomphe était assuré et le beau-père de Louis XV redevint pour deux ans roi de Pologne, en attendant que le fils d'Auguste de Saxe, vienne à son tour, suivant la tradition paternelle, renverser Stanislas².

Nous ne raconterons pas ici, par le menu, la fameuse entrevue de Samuel Bernard avec le Roi à Marly, en 1708, narrée de façon si vive par Saint-Simon³. On sait que Chamillart, ayant demandé un jour, au nom du Roi, des avances à notre financier, s'était attiré cette réplique : « Quand on a besoin des gens, c'est bien le moins qu'on fasse sa demande soi-même. » Desmarets n'eut garde d'oublier cette réponse qui avait été faite à son prédécesseur et il sentit quel parti il était possible de tirer de la vanité du financier en le faisant recevoir par le Roi.

Cette réception fit jeter les hauts cris à Montesquieu : « Tout est perdu,

1. *Chronique de la régence et du règne de Louis XV (1718-1763)* ou *Journal de Barbier*, avocat au Parlement de Paris, t. II, p. 382.

2. Il fournit aussi, en d'autres circonstances, de l'argent à l'étranger. Il prêta en 1712, 200,000 écus à la Suède. Voltaire en fait mention dans son *Histoire de Charles XII* (édition Garnier, t. XVI, p. 544) : « Un particulier de Paris fit ce que Sparre désespérait d'obtenir. Il y avait à Paris un banquier nommé S. Bernard qui avait fait une fortune prodigieuse, tant par les remises de la cour dans les pays étrangers, que par d'autres entreprises. C'était un homme entouré d'une espèce de gloire, rarement attachée à sa profession, qui aimait passionnément toutes les choses d'éclat et qui savait que tôt ou tard le ministre de France rendrait avec avantage ce qu'on hasardait pour lui. Sparre alla dîner chez lui, il le flatta, et, au sortir de table, le banquier fit délivrer au comte de Sparre 600,000^{fl}, après quoi il alla chez le ministre, M^{rs} de Torey, et lui dit : « J'ai donné, en votre nom, 200,000 écus à la Suède, vous me les ferez rendre quand vous pourrez. »

3. Saint-Simon, édition Chenuel. Hachette, t. IV, p. 131 et 59.

dit-il, lorsque la position lucrative des traitants parvient encore par ses richesses à être une position honorée... Un dégoût saisit tous les autres états, l'honneur y perd toute sa considération, les moyens lents et naturels de se distinguer ne touchent plus, et le gouvernement est frappé dans son principe. »

L'année suivante, au mois d'avril 1709, de cruels revers vinrent frapper Samuel Bernard dans les opérations commerciales qu'il effectuait à Lyon. Desmarets fit les plus grands efforts pour apaiser ses créanciers, mais le préjudice était tel que tout ceci causait le plus grand désordre. Trudaine, intendant à Lyon, arriva à Versailles pour rendre compte de l'état moral de la grande cité où tout le commerce était interrompu par cette catastrophe qui laissait un découvert de 30 ou 38 millions. Quelques jours après, l'intendant partait à Lyon, porteur de 14 millions d'assignations remises par Desmarets. « Bernard, de son côté, fait voir¹ pour 20 millions de billets de monnaie qu'il offre encore de donner en paiement. Il doit à la ville de Lyon près de 30 millions, en voilà 34 et sur les 20 millions de billets de monnaie, on n'en perdra pas 4, ainsi, il y aura de quoi payer tout ce qu'il devait à Lyon. »

L'optimisme du courtisan Dangeau n'est pas suffisant pour nous permettre de croire que les moyens employés par le contrôleur général constituèrent un remède immédiat et suffisant au mal qui venait s'abattre sur la riche cité dont le commerce avec l'étranger était depuis longtemps considérable. Toutefois, il est bon de remarquer, et la correspondance avec Desmarets en témoigne, jour à jour, que le crédit personnel de Samuel Bernard n'en fut pas trop ébranlé, en dépit du chantage et des machinations les plus savantes.

Saint-Simon montre que la refonte de la monnaie qui devait produire une amélioration passagère dans la situation financière, à ce moment, ne fut pas suivie des effets qu'on en attendait à cause de cette prodigieuse banqueroute dont la cascade fit de terribles effets... et il ajoute : « il avait trouvé moyen de gagner beaucoup à cette banqueroute². »..... — Mais passons et escaladons encore quelques années.

Pendant les premiers mois de la Régence, il semble que l'influence de Law ait jeté un peu de discrédit sur Samuel Bernard. C'est ainsi qu'au grand conseil tenu chez Amelot, le 18 octobre 1715, pour examiner

1. Dangeau, *op. cit.*, t. XII, p. 415.

2. Saint-Simon, t. IV, p. 336.

la banque, on ne le convoqua point, sur la demande expresse qu'en fit Law au duc d'Orléans; une réunion du même genre eut lieu, chez d'Argenson, le 19, Samuel n'y fut point appelé non plus.

Mais le 16 novembre il rend compte « de toutes les affaires qu'il a négociées dont on est très content, et se met à la tête des receveurs généraux pour fournir 250,000^{fr} pour le paiement des troupes au taux de 10 p. 100¹ ».

Lors de la chambre de justice de 1716, 26 millions sont imputés aux financiers. Crozat fut taxé à 6,600,000^{fr}, Rivié à 3,400,000^{fr}, Samuel offrit de transiger pour 6 millions pour qu'on ne le taxe pas, ce qui l'aurait diminué dans les pays étrangers; on le tint quitte pour 5 millions, somme inférieure à celle que lui doit le Trésor².

Il avait marié une de ses petites-filles au président honoraire du Parlement Lamoignon, une autre au marquis de Mirepoix, et sa propre fille d'un remariage au premier président Mathieu Molé, ce qui donna lieu à quelques vers méchants que Barbier cite dans sa Chronique³.

O temps ! ô mœurs ! ô siècle déréglé
Où l'on voit déroger les plus nobles familles,
Lamoignon, Mirepoix, Molé
De Bernard épousent les filles
Et sont les recçeurs du bien qu'il a volé.

Il mourut le 18 janvier 1739.

Barbier ne l'avait jamais épargné. Voltaire, après bien des vers tournés en madrigaux et d'élogieuses épîtres, maltraita sa mémoire : nous savons quel sujet l'avait animé contre tous les Bernard⁴.

Le président Hénault, bien que fils de fermier général, n'est pas tendre non plus pour Samuel; l'ami de Voltaire et de Madame du Defand, le spirituel courtisan, auteur de *l'Homme inutile*, s'exprime ainsi :

« Bernard vaut bien la peine qu'on s'y arrête, ce n'est point M. Jourdain, ce n'est point Turcaret, ce n'est rien de ce que l'on a joué à la comédie, parce qu'il n'y avait jamais eu de fous de son genre; il avait

1. Dangeau, t. XVI, p. 236.

2. *Ibid.*, p. 236.

3. Barbier, t. II, à la date du 21 octobre 1733.

4. Voir notre mémoire lu à la section des Beaux-Arts, *op. cit.*, Plon 1893.

un orgueil extravagant qui, en quelque sorte, l'ennoblissait, il était insolent de bonne foi; tout ce qui était chez lui de plus grand contribuait à sa folie et il y en avait la moitié qui n'avait que faire de sa richesse. Les louanges les plus absurdes pâlissaient devant ses prétentions; il avait bien servi le Roi dans ses armées, c'était le Phœbus qui se souvenait avoir été au siège de Troye, il avait eu des combats particuliers.... il avait aimé les plus belles princesses de l'Allemagne (où il n'avait jamais été); il racontait les fêtes qu'il leur avait données, mais il tenait un grand État, il jouait et on y trouvait la plus grande compagnie. Je dois ajouter qu'il était généreux quel que soit le motif. »

Les épithètes de Jourdain et de Turcaret lui avaient été données par la duchesse de Tallard dans le récit¹ qu'elle fit d'une soirée qu'il passa au château de Versailles où il avait été présenté par le duc d'Ayen. Il avait déclaré « qu'il jouait le brelan tous les soirs pour s'empêcher de dormir ». Pour vous tenir bien éveillé, Monsieur, lui dit la duchesse, je ferai votre partie et je vais proposer à ces dames d'en être. Il eut pour voisine la marquise de Flamarens, qui n'avait pas eu le temps de se déshabiller en descendant de là-haut, c'est-à-dire des grands appartements. Elle était donc, en habit de cour et forcée de montrer à M. Bernard un cou blanc comme celui d'un cygne, les plus belles épaules du monde et une gorge parfaite. Bernard s'assied, s'approche d'elle, s'en éloigne, recule, avance la chaise et ne sait où se placer. Il perd, vide sa bourse; on lui propose alors de céder sa place pour désarmer la mauvaise chance: « Céder ma place, nenni-da, s'il vous plaît » et il jette de la main gauche des rouleaux d'or qu'il tire de sa veste et plonge son autre main dans la gorge de M^{me} de Flamarens, en lui disant: « Ma belle, qu'en pensez-vous? va tout » et chacun de lui rire au nez, dit la duchesse de Tallard; c'était à qui de nous ferait va tout.

Un mot pour finir ce petit croquis biographique. Indépendamment des enfants qu'il eut de ses deux mariages, Samuel Bernard eut encore une troisième famille. Nous avons lu à la section des Beaux-Arts la généalogie de notre financier: Jean-Jacques Rousseau lui attribue, à bon droit, la paternité de la seconde fille de la belle M^{me} Fontaine, qu'on appelait la plus sémillante des trois grâces, les deux autres étaient M^{me} d'Arty et M^{me} de la Touche, ses sœurs. Cette fille de la

1. F. Barrière, *Tableaux de genre et d'histoire*. Ponthieu, 1828, p. 89.

grâce s'appela Louise-Marie Fontaine et épousa le fermier général Claude Dupin de Chenonceau. On sait qu'Aurore de Saxe, fille du maréchal et de M^{lle} Verrières, épousa le fils de Claude Dupin; c'est elle qui fut l'aïeule et la marraine d'Aurore Dupin, le grand romancier George Sand¹.

III

Correspondance avec Pontchartrain (20 septembre 1689 -
5 septembre 1699).

Nous ne possédons aux Archives nationales qu'une seule lettre adressée par le grand financier au contrôleur général de Pontchartrain. C'est un document curieux qui montre, de façon saisissante, dans quel état se trouvaient les finances de la France peu de temps après l'administration de Le Peletier, le successeur de Colbert.

Elle est loin déjà l'époque des guerres heureuses, et la situation du Trésor qui n'a jamais été bien aisée, même aux époques glorieuses, est devenue tout de bon des plus compliquées.

Nous sommes en 1693, c'est-à-dire au moment des premières défaites de la guerre de la ligue d'Augsbourg. A l'échec essuyé par notre flotte à La Hogue s'ajoute la victoire du roi Guillaume devant Liège. Louis XIV rentre assombri dans son palais de Versailles, en se rappelant avec amertume les triomphes d'autrefois, les campagnes de Flandre et de Franche-Comté. La triste paix de Ryswick (1697) vint mettre fin à cette guerre, et bientôt nous devons concentrer nos forces pour une lutte nouvelle et terrible, la guerre de la Succession d'Espagne.

Les moyens de trésorerie subissent de plus en plus le contre-coup des événements; le revenu net de l'épargne s'est abaissé chaque jour pendant que les charges augmentaient.

En 1693, l'ordinaire et l'extraordinaire des guerres s'élèvent à un chiffre minimum de 62 millions et les frais de la marine se sont accru dans la même mesure. En 26 ans, Colbert n'avait eu que 369 millions d'affaires extraordinaires, elles atteignirent le chiffre de 578 millions en dix années.

1. Voir annexe à la fin de ce mémoire, p. 63.

Pontchartrain était doué d'un esprit souple et d'une imagination féconde en ressources et en expédients. Il s'efforça d'atténuer le mal qui frappait nos finances et demanda aux villes, au clergé, aux particuliers des dons volontaires. D'autre part, le droit d'exporter les grains et celui d'exercer divers monopoles sur certaines denrées (le café, le thé, le chocolat) furent livrés moyennant finance. On émit, en cette année 1693, pour 2,814,000 [#] de rentes viagères, payables à Paris et en province au taux moyen de 9 p. 100, sans se soucier de l'édit qui fixait pour le maximum de cette émission un chiffre bien inférieur. On avait organisé aussi, au profit du roi, des tontines pour des sommes considérables.

N'était-ce point aussi de véritables rentes, et non des moins productives, que celles qui résultaient de la vente de nombreuses fonctions et emplois plus ou moins réels que l'on avait érigés en offices: « Sire, disait Pontchartrain, chaque fois que votre Majesté crée un office, Dieu crée un sot pour l'acheter. »

Le contrôleur général, on le voit, ne se payait guère d'illusions sur la valeur et la moralité des moyens auxquels il se trouvait contraint. Une lettre écrite à de Harlay et qui est reproduite dans la correspondance administrative (Depping, 24 mai 1693) nous en fournit une preuve péremptoire: « Vous ne pourrez dire assez de mal, Monsieur, de l'estat que vous m'avez renvoyé, mais puisque vous convenez avec moi de la triste nécessité qui nous oblige à ce qu'il y a de plus mauvais, je n'ai que trop de raisons de craindre que nous ne soyons forcés de faire pis, en attendant faisons donc ce mal-ci. »

Il était impossible de songer à augmenter les aides et les gabelles qui étaient arrivées à leur limite de rendement, mais, en revanche, le produit de la taille fut doublé. En 1695 fut créée la capitation acquittée par tête, sans admission d'aucun privilège.

Une première refonte des monnaies avait eu lieu en 1690, une autre fut ordonnée en 1693, à l'effet d'augmenter la valeur nominale du numéraire.

A ce propos, nous croyons que c'est à tort que l'éminent auteur de *L'Impôt en France*, M. Clamageran¹, dit que c'est à partir du 1^{er} octobre 1693 que les écus d'argent valurent 3[#] 12^s et que les louis d'or valurent 14[#]; la lettre de Samuel Bernard du 8 octobre, date posté-

1. Clamageran, *L'Impôt en France*, t. III. p. 27.

rieure, conseille d'adopter cette évaluation, c'est donc qu'elle n'était pas encore admise.

IV

Correspondance avec Chamillart (5 septembre 1699 -
20 février 1708).

Le 5 septembre 1699, le roi nomma Pontchartrain chancelier de France, et nomma Chamillart contrôleur général des finances.

Les créations d'offices ne firent qu'augmenter sous l'administration de Chamillart ; c'est ainsi que les receveurs des tailles durent acheter leurs offices et furent chargés du recouvrement des emplois de syndics des affranchissements et augmentations de gages, attribués à de nombreux officiers des présidiaux, justice royale, greniers à sel. Ces nouveaux officiers furent sollicités de fournir d'importantes avances au Trésor.

Le total des affaires extraordinaires s'éleva pendant ce ministère au chiffre de 400 millions. Les malheurs de la guerre rendirent plus difficile le recouvrement, ce qui força l'État à différer, de son côté, le paiement des billets qu'il avait créés et les intérêts des rentes.

Chamillart fit émettre, en 1701, par le directeur de la monnaie des billets à échéance. Il ne fut pas heureux dans la création de la caisse d'emprunt qui remonte à 1702 ; dès 1705, en effet, le remboursement des billets devint impossible et ils ne furent plus reçus que pour la moitié de leur valeur nominale ; on crut parer à ce désastre en obligeant les particuliers à en recevoir dans tous les paiements qui excédaient 400 ^{fr}. Cet expédient maladroit ne pouvait réussir et les billets de plus en plus discrédités furent rachetés par les agioteurs.

La première des lettres qui figure aux archives nationales dans la correspondance échangée avec Chamillart est accompagnée d'un bordereau énonçant la quantité d'espèces d'or apportée par Samuel Bernard à la monnaie de Paris, à la date du 28 décembre 1699. Il avait remis 66,250 ^{fr} en louis d'or et 144,028 ^{fr} en matières d'or. Le tableau qui y est joint mentionne qu'en comptant la valeur du louis d'or à 13^{fr}56, le profit du roi est, pour les louis, de 2,500^{fr} et de 10,276 ^{fr} 11^s 3^d sur les matières d'or.

SAMUEL BERNARD.

2

Il fait transporter avec un bénéfice de change de 28 p. 100, le 27 décembre 1701, 100,000 ^{fr} à Turin à M. le duc de Savoie.

Nous avons sous les yeux trois tableaux dressés en 1702, où sont énumérés les subsides à fournir à l'extraordinaire des guerres pour le Milanais sur lequel sont établies, mois par mois, les prévisions de ressources, même celles qui résultent de la refonte des monnaies. Ces états constatent qu'il y manquait encore 12 millions de livres. Pour réaliser cette différence, M. de Penautier, trésorier des États du Languedoc, est chargé, sur l'indication de Samuel Bernard, d'emprunter sur la place de Gênes une somme de 2 millions; 3 millions seront fournis par versements d'argent comptant de 10 en 10 jours, à partir du 10, jusqu'à la fin de l'année, et les 7 autres millions seront réalisés à l'aide d'assignations.

Il donne au ministre le conseil de ne pas déposséder, comme il se le propose, Eudes, le directeur particulier de la monnaie « qui a entièrement la confiance du public..., c'est un homme fort attaché qui a le secret de contenter tout le monde, ce qui n'est pas une petite chose dans la place où il est..., il y a des billets dans le public pour des sommes immenses. Le lendemain qu'il serait dépossédé, la peur saisirait ceux qui en sont porteurs, chacun viendrait, en même temps, pour recevoir, il serait même à craindre que le public qui est un animal difficile à gouverner ne voulût être payé très brusquement.... »

Il ne se prive pas de conseiller Chamillart : le 8 janvier il le prie de lui envoyer, avant de le publier, le plan de l'arrêt relatif aux cours des monnaies françaises et étrangères. Il n'hésite pas à faire valoir le service qu'il peut rendre en cette circonstance, « peut-être, écrit-il, pourrai-je vous dire quelque chose qui ne serait pas inutile ».

Pour les émissions aussi, il donne son avis. Il estime (lettre du 27 janvier 1702) qu'il y a lieu de créer des rentes mobilières, mais qu'il faut agir « du jour au lendemain, sans en rien dire auparavant, et jusque-là, il est nécessaire que cela soit très secret ».

Au sujet de l'arrêt relatif aux matières métalliques qui avait établi des prix plus bas à la Rochelle qu'à Rouen, Saint-Malo, Bayonne et Marseille, l'intendant M. Michel Begon¹ adresse au contrôleur général la protestation des commerçants²; l'opinion de Samuel Bernard est de-

1. Georges Duplessis. *Un curieux du xvii^e siècle*. Michel Begon, intendant de la Rochelle. Correspondance et documents inédits. Paris, Aug. Aubry, 1874.

2. A. de Boislisle, *Correspondance, Contrôleurs généraux*, 373.

mandée et il se montre d'avis d'étendre à la Rochelle le privilège des matières d'or ou d'argent en barres et lingots (7 mars 1702).

Il n'y allait pas de main morte à l'égard des plus hauts fonctionnaires pour assurer le recouvrement des impôts ; M. de Penautier remercie ¹ (7 décembre 1702) le contrôleur général de la « bonté qu'il a eue de faire ôter de son propre mouvement la garnison que M. Bernard avait fait mettre chez lui ».

Il surveille toutes les comptabilités du Trésor et raconte dans l'une d'elles, datée de 1702, que l'on a compté pour l'armée de Flandre le droit de change aussi bien sur les sommes apportées sur les lieux que sur celles réalisées là-bas. Il fait opérer, de ce chef, une économie de 600,000 ^{fl.}. Il ne fallait pas moins à cette époque que la sagacité et la vigilance d'un homme versé dans les affaires de banque pour vérifier et apurer des bordereaux de change très embrouillés. Notons, d'après cette correspondance, que le taux du change était pour la Flandre, à ce moment, de 16 ^{fl.} 50, il s'élèvera dans un an, le 12 mai 1703, à 32 et un peu plus tard à 34 p. 100.

Le 21 février 1703 on lui remet, avec une marge pour recueillir ses observations, toutes les prévisions de recettes, mois par mois, pour l'année, il les annote et les modifie, lorsque ces prévisions lui semblent exagérées et il indique, de plus, les voies et moyens destinés à assurer le service de la dépense. Il effectue, en un mot, la besogne du directeur actuel du mouvement des fonds. Les états spécifient les fonds qui sont destinés à M. de Pleneuf pour l'armée de Flandre. Ce Pleneuf que nous rencontrons sous notre plume mériterait d'être dessiné. Il fut très maltraité par Saint-Simon ² et se sauva plus tard à Turin pendant la cour de justice de 1716. « Ce bas financier avait, disait-il, gagné des monts d'or dans les partis — c'est ainsi qu'on nommait les traités pour affaires de finances ; — sa femme, la mère de la jolie M^{me} de Prie, ne fut point indifférente à sa fortune. Elle savait soumettre à son empire qui bon lui semblait, et le duc de Noailles ne put y échapper : elle le gouverna entièrement, et pendant qu'il fut premier ministre fit des maux infinis à la Cour et à l'État dont il se peut dire que les trésors immenses qu'elle amassa de toutes parts fut le moindre mal qu'elle fit, si on excepte la pension d'Angleterre pareille

1. A. de Boislisle, *Correspondance, Contrôleurs généraux*, 453.

2. Saint-Simon, édition Cheruel, t. IX, p. 329 ; t. XI, p. 160.

à celle qu'avait eu l'abbé Dubois et qui ne coûta guère moins cher au royaume. »

Nous assisterons, mois par mois, à toutes les difficultés qui ne font que croître de trouver des ressources à adresser à de Pleneuf et aux autres fonctionnaires de l'extraordinaire pour les armées. Samuel Bernard écrit à Le Rebours, le secrétaire et le parent de Chamillart, le 12 mai 1703 : « Je commence à me trouver dans le besoin » ; il a avancé, en effet, 5,431,500 [#] sur l'état de M. de Pleneuf, lequel a omis de lui rembourser 100,000 [#] qui étaient portées à échéance fixe (27 mai 1703). Le 1^{er} juin il déclare qu'il ne donnera point de lettre de change à M. de Pleneuf avant d'avoir reçu les assignations portées dans son état : « Il n'est pas juste qu'il me traîne ainsi tous les mois, je suis bien aise de vous en avertir, en cas qu'il se plaigne que les fonds lui manquent en Flandre, afin que vous voyez que ce n'est pas ma faute. »

Jusqu'au 20 juillet, les lettres de Samuel Bernard ne renferment plus que des demandes d'envois d'argent. Le contrôleur général fait la sourde oreille à ces instantes réclamations. Samuel a avancé, d'une part, 2 millions du chef d'assignations, dont l'échéance a été différée. De plus, trois millions ont été avancés aussi par lui, pour le service de l'armée de Flandre qui requiert des dispositions à prendre deux mois avant les paiements. Le mois prochain lui ménage un nouveau découvert de 4 millions et le service de la Bavière lui est aussi très coûteux ; il y pourrait suffire pourtant, si le contrôleur général lui remboursait 1,174,556 [#] 5^s 4^d d'assignations échues.

Dans sa lettre du 13 avril 1703, il espère que Chamillart ne le laissera pas « tout à coup culbuter » ; le 22 août il redoute « de ne pouvoir tenir » ; le 27, il est tout à fait bucolique, il revient de la campagne, où il est allé passer deux jours « pour tâcher d'éloigner le chagrin de se voir ainsi pressé d'argent ». Le 1^{er} octobre il écrit : « Si on m'abandonne entièrement, ce n'est pas le moyen de me faire soutenir le service. J'ai fait fonds sur vos bontés, mais je crois fort que l'éloignement de quelques lieues ne m'ait fait oublier. » La somme qui lui est nécessaire n'est « pourtant pas énorme » ; le 3 octobre il demande tout de suite seulement 150 mille livres et il lui en faut 300 mille à la fin de la semaine prochaine. Il a promis de faire à 6 p. 100 le service des subsides en Bavière, alors que les autres ne voulaient s'en acquitter qu'au prix de 10 p. 100 ; aujourd'hui les concurrents se servent de ses propres arrangements. Il espérait bien pouvoir abaisser le chiffre

du profit qui lui est accordé, car « tous les commerçants content beaucoup plus pour s'arranger », mais afin d'être sûr que les vivres passeront par ses mains, il aime mieux s'en charger à 4 p. 100, ses concurrents ne pourraient tenir le service s'ils étaient payés comme lui.

Le 5 octobre, on lui promet de lui payer lundi, sur le fonds des fermiers généraux, 400 mille livres et 500 mille sur les monnaies, mais l'ordre ne s'exécute pas; le 12 il n'a rien reçu, aussi croit-il bon de changer un peu le ton de ses supplications habituelles et de ses menaces de renoncer au service, il n'a garde d'oublier les présents : « Vous pouvez, écrit-il à Le Rebours, le 17 octobre, assurer Madame de Chamillart qu'elle aura son thé pour Fontainebleau, et vous aussi, Monsieur, le vôtre ». Il a du reste soin de joindre à cette gracieuse promesse un état des fonds qui doivent lui être remis. Vains efforts! — Le 21, il écrit: « Il y a bien longtemps que Monseigneur ne m'a pas donné un denier. Je ne say plus de quel côté me tourner pour pouvoir payer, j'ai poussé mon crédit et mon industrie à bout depuis plus de deux mois, je vous prie très instamment de vouloir bien le dire à Monseigneur, vous avez plus de 5 millions et demi à me remplacer de vieux, j'ai plus de 4 millions d'assignations courantes qu'on me paye fort mal. J'ai fait mon mois de janvier de l'année prochaine qui se monte à 4 millions, cela fait 13 à 14 millions dont je suis en avance et il me faut présentement songer à d'autres 4 millions pour le mois de février. Je vous supplie très instamment, Monsieur, de vouloir bien faire quelque attention, cela devient sérieux, et il me semble que je me livre d'assez bon cœur pour n'être pas abandonné. »

Au 30 décembre, la situation devient de plus en plus délicate, le concours de Samuel Bernard de plus en plus précieux. Ce sont les ingénieux expédients qu'il conseille qui seuls peuvent faire face aux dures nécessités du moment.

Il envoie à cette date un mémoire sur les billets de monnaie que nous reproduisons ci-dessous comme une des pièces les plus instructives de cette volumineuse correspondance. Les conseils qu'il donne en cette circonstance furent suivis et atténuèrent, pour un certain laps de temps, pendant l'année 1704, les funestes effets du discrédit général.

LETTRE DE M. SAMUEL BERNARD A M. DESMARETS ET AU CONTRÔLEUR
GÉNÉRAL.

Paris, 30 décembre 1703.

Je vous envoie, Monsieur, mon mémoire au sujet des billets de la monnaie. S'il est de votre goût vous me ferez beaucoup de plaisir d'en faire la lecture à M^{re} de Chamillart. Je vous supplie, Monsieur, de vouloir bien m'envoyer l'état des assignations qui me sont destinées.

Je suis, avec beaucoup de respect, etc.

BERNARD.

MÉMOIRE

Le rabais publié n'a fait aucun effet, ainsi que je l'avais prévu. L'argent est plus serré que jamais, et le public fort inquiet de ce qu'ils feront des billets de la monnaie qui leur resteront à la fin de l'année. La plupart de ceux qui sont dans le mouvement sont porteurs des billets de la monnaie, et comme ils ont tous les jours des paiements à faire, ils ne sont pas en état de les convertir pour en recevoir l'intérêt. Le public murmure beaucoup de ce qu'on refuse les billets de la monnaie au Trésor royal, aux gabelles et aux parties casuelles, il prétend que ce sont les endroits où ils devraient plutôt être reçus. On ne pourra pas se dispenser d'ordonner qu'ils en reçoivent afin de faire connaître que le Roi les regarde lui-même comme de fort bons effets. Je sais que le Roi a besoin de comptant pour les rentes sur l'hôtel de ville et pour les officiers, ainsi on pourrait ordonner que toutes les caisses du Roi recevraient moitié en comptant et l'autre moitié en billets de monnaie jusqu'au 1^{er} de juillet prochain; et à l'égard du public, les billets de monnaie auront cours jusqu'audit temps, à condition que chacun sera tenu de payer un quart en argent comptant. Je fais une différence des caisses du Roi à celles des particuliers, à cause du besoin que le Roi a de comptant pour les rentes et pour les officiers. Il est nécessaire aussi de faire entendre qu'il ne se fera plus de billets de monnaie et, qu'à l'égard de ceux qui sont faits, ils auront cours comme je viens de dire avec la liberté à tous ceux qui en seront porteurs de les faire convertir à la monnaie ou à la caisse des emprunts, à leur choix, savoir : moitié payables à six mois et moitié payables à douze mois, avec l'intérêt à 10 p. 100 du jour de la conversion. Et afin d'exciter ceux qui aiment de gros intérêts à la convertir, on s'obligera de leur payer d'avance l'intérêt, et afin que cela ne tire point à conséquence pour d'autres affaires, on pourra dire qu'on paye d'avance

l'intérêt de ces billets pour récompenser en quelque manière la facilité que le public a apportée depuis qu'ils ont cours à n'en pas exiger le paiement. Cela pourra faire que plusieurs aimeront mieux les convertir à douze mois qu'à six, pour profiter de l'intérêt qu'on payera d'avance. C'est un petit objet à quoi on ne doit pas regarder dans le besoin où l'on se trouve. On pourra aussi dire que c'est afin de finir entièrement desdits billets qu'on prend un plus long terme que celui qu'on avait d'abord proposé, attendu la difficulté qu'il y a de convertir les matières en pièces de 10 sols, qui sont de la pièce au marc et du marc à la pièce, parce que cet ouvrage s'est trouvé beaucoup plus long qu'on avait cru.

À l'égard des billets de M. de Pleneuf, il est nécessaire que le public soit informé que le Roi en fait son affaire et, pour cela, ordonner qu'on en prendra la moitié en paiement pour les contrats de rentes sur l'hôtel de ville, bien entendu qu'ils seront échus et à condition de payer l'autre moitié en deniers comptants, car mon avis ne serait pas qu'on les prit dans toutes les caisses du Roi comme les billets de la monnaie : cela est bien différent dans l'idée du public.

Forbonnais¹, parlant des billets de monnaie et de leur circulation, en cette année, dit « qu'ils furent si bien reçus du public qu'on les renouvela sans peine, de termes en termes, et qu'ils passèrent dans le commerce, comme l'espèce même. Ce nouveau crédit pouvait devenir le salut de l'État, tant il est vrai que pour qui sait user des circonstances il en est toujours quelque-une de favorable. Il ne s'agissait que d'user sobrement de la fortune, d'avoir toujours un fonds consacré à acquitter ceux de ces billets dont on eut demandé le remboursement, de les recevoir en paiement dans les recettes, comme on les employait en paiement; de faire au besoin négocier avec prudence les billets remboursés; enfin d'en laisser toujours désirer l'abondance et sur toutes choses de la proportionner à la somme qu'on pouvait mettre à part pour y répondre. Au bout de trois mois, le quart en argent eut vraisemblablement suffi dans ce dépôt; la confiance renaissait, les bourses s'ouvraient, les consommations reprenaient leur cours, les impôts s'acquittaient régulièrement, les intérêts baissaient au lieu de monter sans cesse, comme ils faisaient depuis la guerre.

Forbonnais exprime ensuite une opinion différente de celle qu'avait eue S. Bernard au sujet de l'intérêt des billets de monnaie. Nous in-

1. *Recherches et considérations sur les finances de la France depuis 1595 jusqu'à l'année 1721*. A Basle aux dépens des frères Cramer, 1758, t. II, p. 140.

clinons absolument à accepter l'avis de l'éminent économiste qui devançait son époque par la pénétration des aperçus sur la circulation fiduciaire; S. Bernard qui vivait dans la lutte et qui devait faire face aux nécessités immédiates ne pouvait voir si loin.

L'auteur des *Recherches et considérations sur les finances de la France* estime qu'on eut tort « d'attacher à ces billets un intérêt de 7 1/2 p. 100, qu'il était impossible de soutenir, au lieu qu'il convenait de n'y en attacher aucun : c'était le seul moyen de mettre le papier au niveau de l'argent, d'accoutumer les hommes à regarder le papier comme un nouveau terme servant à évaluer leurs échanges; bientôt les particuliers y eussent attaché entre eux un intérêt en se le prêtant, ce qu'ils ne pouvaient faire lorsque le prince y en attachait un de son côté »; admirons en passant avec quelle précision s'exprime ce savant économiste, qui fut, à son heure, inspecteur des monnaies et ne cessa de proposer des réformes qui furent étranglées comme il advint le plus souvent, sous l'ancien régime; l'exil au Mans fut sa seule récompense. Mieux avisé, le comité de finances de la Révolution fut heureux de profiter des conseils de Forbonnais, cet homme qui avait appris la science financière en voyant dans sa famille de drapiers, comme avait fait Colbert et comme fera plus tard Mollien, la mise en pratique des procédés commerciaux bien en avance à cette époque sur les moyens employés par les agents du Trésor.

Revenons à S. Bernard qui écrit le 12 février 1704 que s'il pouvait résister sans secours il ne serait pas importun comme il l'est; le 23, il entrevoit qu'en huit jours il peut perdre tout son crédit; le lendemain il rappelle qu'il devait recevoir en janvier pour 20 millions d'assignations qu'il n'a pas reçues et il ajoute: « qui que ce soit au monde n'a jamais poussé son crédit et sa bonne volonté aussi loin que moi, mais, tout le monde sait que le crédit a des bornes pour grand qu'il puisse estre; ma bonne volonté n'en a point, je l'ay assez fait connaître, mais elle devient inutile par la manière dont je suis traité ». Le 2 mars, on lui promet 100,000th, mais c'est une « goutte d'eau sur 5 millions de vieux qui lui sont deub ». Tout en se plaignant et réclamant, il n'oublie pas de montrer en chemin que ses concurrents exécutent des marchés à des taux usuraires et qu'il ferait volontiers gratis le transport des louis d'or qui rapporte 5 p. 100 à Jean Conrard Fries de Zurich (6 mars 1704). Il est vrai que les changes que proposait notre banquier étaient assez onéreux pour le Trésor. Si j'en juge, en effet, par une note jointe

à cette même date, à la correspondance pour l'armée d'Italie, les changes étaient à 8 1/2 p. 100 et les louis sur le pied de 12^{fr} ; de ce chef il réclame encore une différence sur chaque louis pour l'augmentation de 12 à 13. Le change pour Rome lui était payé 10 p. 100 et pour la Bavière la même somme.

Il s'entendait à spéculer sur le rehaus des monnaies. Le 19 mai, nous lisons de lui une lettre où il propose au ministre de fixer au 24 la date du jour où le louis vaudra 15^{fr} et les écus 4^{fr}, il s'arrangera pour avoir une encaisse importante à déposer secrètement à la monnaie avant la date du 24, et il ira la rechercher le 24 au soir.

Il se félicite dans cette lettre des paiements qui lui sont promis, il est tout joyeux et écrit même le 7 juin « qu'il aura plus de fonds qu'il lui en faudra, si ses anciens ordres se maintiennent et que les nouveaux s'exécutent pour l'armée d'Italie ». Ce gai couplet qui coupe agréablement tant de lamentations ne fut pas répété deux fois. Trois jours après, nous retombons dans les plaintes : « il a bien du chagrain d'avoir été oublié, il est impossible de soutenir le service avec rien... Je ne vous importune que dans mon extrême besoin, il est aussi juste, Monseigneur, que vous ayez la bonté de me secourir ».

Au 24 juin nous arrivons au moment le plus critique de cette année 1704 qui vit s'opérer pour une somme de 54,754,500^{fr} d'affaires extraordinaires par traités, et si on y ajoute les affaires sans traités une somme totale de 100,423,490^{fr}. Samuel expose qu'on lui doit plus de 11 millions de vieux, il a 13 millions d'assignations à longs jours, dont il ne peut s'aider. Il faut, sous 8 jours, 500,000^{fr} en comptant, et, en trois semaines, plus de 2 millions. « C'est la raison par laquelle je vous ai fortement sollicité de donner cours aux billets de la monnaie, car sans le secours que je vous demande, je ne pourrai absolument payer, il y aura des protêts sur moi et je serai perdu sans ressources, je ne vous grossis point les objets, cela n'est que trop vrai, quand je donnerai 25 p. 100 je ne puis ni escompter ni emprunter, la perte ne me tiendrait pas pour sauver mon honneur à quel prix que ce fût ; outre tout ce que je viens d'avoir l'honneur de vous dire, vous savez, Monseigneur, qu'il y a encore à me fournir pour 21 millions d'assignations pour les six derniers mois. Votre Grandeur a esté trop longtemps sans me rien donner, c'est ce qui me met dans le pitoyable estat où je suis, j'ai cru vous faire ma cour de ne vous pas presser dans le temps que je ne l'étais pas moi-même ; mais celui où je me trouve tout d'un coup accablé, je

vous supplie très humblement, Monseigneur, de me secourir au plus tôt. »

Cette lettre contient un post-scriptum qui nous fait involontairement songer à la fameuse banqueroute de Lyon qui éclatera cinq ans plus tard.

« Il me paraît d'une nécessité indispensable que Votre Grandeur ait la bonté de donner des ordres à Lyon pour la prolongation des paiements, sans quoi, il pourrait y avoir un désastre infini, car si vous laissez cette affaire à la discrétion de M. le prévost des marchands de Lyon, il peut arriver qu'il ne prendrait l'avis que de personnes intéressées à voir monter le prix de l'argent à 30 p. 100 s'il le pouvait. On a tiré de Lyon sur moi à deux mois, sur le pied de 7 p. 100 de perte. »

Les craintes de S. Bernard exprimées au sujet de la place de Lyon se réaliseront en 1709.

Sous la date du 2 août nous trouvons une minute de Chamillart relatant les remises à faire par Bernard, pour l'Italie, les Flandres et la Bavière, soit un total de 22,919,715^{fr} sur lequel 3,454,453^{fr} sont affectées au change et différences en espèces.

Dans une lettre du 3 août, Samuel constate qu'il a exposé à Chamillart, dans une entrevue qui eut lieu le 26 juin, qu'il lui était dû 12 millions tant en assignations à lui fournir qu'à réaliser; il lui a, dans cette même entrevue, porté pour 12 autres millions d'assignations à longue échéance. Il avait reçu du contrôleur général un ordre de 500,000^{fr} qu'il a touchées à la monnaie et, de plus, en quatre lundis, 1,200,000^{fr}, le service devant être de 300,000^{fr} par semaine, et ce, pendant dix semaines pour l'acquittement d'un état de prévision montant à 3 millions pour les mois de juillet, août et septembre. « Je vous supplie, Monseigneur, d'être bien persuadé que je ne suis pas capable de demander autrement que ce qui est convenu, quand la nécessité m'obligerait à le faire, je serai le premier à vous en avertir et non pas à vous surprendre. »

« Je vous demande en grâce, Monseigneur, de me faire renvoyer aujourd'hui les deux ordres signés sur M. Rousseau (M. Pierre Rousseau était le directeur général des monnaies) qui seront pour lundi 4, en comptant, et pour mardi 5, en billets à huit jours; j'attends après ces deux ordres avec impatience pour pouvoir payer demain. »

Il est inscrit en note, en tête de cette lettre: « Approuver tout ce qui est contenu dans sa lettre et libeller les assignations en conformité »; à

cette même époque, le 10 août 1704, une lettre de Thomas Legendre, négociant à Rouen, rend compte au contrôleur général de la détérioration que subissent, en ses greniers, les blés qu'il garde depuis plusieurs années, sous les ordres de M. Bernard. L'année est abondante, ne serait-il pas bon de les donner aux pauvres? Et en marge cette réponse: « Qu'il m'envoie un état de la quantité qu'il y a, afin que j'en puisse rendre compte au Roi. »

Sous la date du 6 août 1704, notre financier disait que dans l'impossibilité où il se trouvera de faire face à 5,668,618^{fr}, 5^{2d} de lettres de change qu'il a à payer par suite du non-paiement de nombreux débiteurs qui lui doivent 4,324,885^{fr}, il tremble; son crédit va tomber. « Si en périssant je soutenais les affaires de l'État, cela diminuerait mon désespoir, mais il est facile de prévoir que dès le moment que je manquerai à payer, mon malheur accablera une infinité d'autres et causera immédiatement plus de 40 banqueroutes dans le royaume, qui achèveront d'absorber le peu de ressources qui restait à l'État et à quelques particuliers. »

Il propose un remède qui consisterait à recevoir, en échange d'assignations, des billets de monnaie payables, trois ou quatre mois après l'échéance de ces assignations. De cette façon la monnaie aurait le temps d'assurer les fonds pour chacun de ces paiements. De plus, il serait bon de ne plus remettre de numéraire aux personnes qui apportent des vaiselles pour la fonte, mais seulement des billets de monnaie, sans quoi l'opération est non seulement inutile, elle peut même devenir onéreuse, et amener de la part des parties prenantes la dissimulation de la monnaie reçue, ce qui resserrerait encore la circulation.

Il engage aussi le contrôleur général à payer d'avance les intérêts de ces billets et à émettre dans un mois ou deux des rentes sur l'Hôtel de ville au denier 12 en admettant au paiement les billets de monnaie, d'où résultera un premier amortissement des susdits billets. Il n'y a pas lieu, dit-il, de craindre de ne pouvoir acquitter les billets, puisqu'à l'aide d'assignations on pourra toujours en faire de nouveaux jusqu'à l'achèvement de la réforme; à ce moment, la crainte des rabais fera courir après les billets de la monnaie et montrer tout l'argent.

Nous verrons dans la suite ce qu'il advint de ces bons de monnaie. L'ingéniosité de l'expédient ne pouvait parer que pour un temps limité aux difficultés de l'heure présente. Il n'est pas moins intéressant de voir, avant le système de Law, la mise en pratique de cette monnaie,

en quelque sorte perpétuelle que l'on reprendra quatre-vingt-dix ans plus tard sous la forme d'assignats, dans un désarroi financier qui sera suivi du moins au lieu de la défaite de la guerre de Succession, de la victoire sur toute l'Europe coalisée. Nous nous rappelons à propos de ces bons de monnaie une conversation que nous avons eu l'honneur d'avoir, en 1889, avec un homme d'État des plus considérables de l'Amérique du Sud, en présence d'un de nos écrivains de finances les plus distingués, qui est un de nos amis. Ce futur président de république tenait un langage que n'aurait pas renié le XVIII^e siècle: « Du néant, disait-il, nous tirons le papier monnaie; avec le papier monnaie, nous faisons du blé, et avec le blé,... de l'or. »

Mais, lui répondit mon ami: « Nous connaissons cela en France, cela s'appelle les assignats. »

Un état du 6 août établit qu'à cette époque il était dû à S. Bernard 18,198,545^{fl}16^s; à ce même moment l'importance des remises qu'il faisait à J.-B. Durey, de Vaucourt, trésorier général de l'extraordinaire des guerres, était de 22,919,699^{fl}10^s.

Le 22 août, la situation du banquier du Trésor royal est « toute des plus cruelles ». Je suis absolument perdu, continue-t-il, si vous n'avez la bonté de me secourir; si je manque à payer régulièrement, on refusera de payer en Flandre, en Italie et en Espagne. En effet, on ne veut pas des billets des receveurs généraux et ceux-ci n'en veulent plus faire.

Le 6 septembre, Chamillart invite les receveurs généraux à négocier le plus de fonds possible sur billets à deux signatures faits par l'un, endossés par l'autre. Beaugier fait espérer, les autres refusent.

Samuel (4 septembre 1704) fait pour les mois de juillet, août et septembre des remises destinées aux armées de la Flandre espagnole, de l'Italie, de l'Espagne et de la Bavière, s'élevant à 11,050,621^{fl}. Le change pour la Bavière est de 15 p. 100, celui des autres régions est de 10 p. 100.

Il a reçu des assignations pour 10,000,000^{fl}.

Il propose ensuite comme voies et moyen, pour le quatrième trimestre, des billets à six mois de receveurs généraux. Il fera son possible pour mettre en valeur dans la suite les billets de l'extraordinaire des guerres, et il usera de tous ses moyens pour transporter de l'argent au Trésor, afin d'avoir des billets de la caisse des emprunts, mais, cet expédient, s'il réussit, ne donnera son résultat que l'année suivante,

car il faut négocier à Gènes ou en Hollande, ce sera d'ailleurs difficile, en ce dernier pays, où les termes ordinaires d'emprunt ne sont que de trois mois.

Mais les receveurs généraux et les traitants se moquent de tout, on ne peut pas trouver un denier sur le meilleur papier du monde (Lettre du 6 octobre 1704 de M. Poullétier, ancien receveur général des finances à Rouen, garde du Trésor royal). « Je suis, dit-il au contrôleur général, dans la plus grande presse du monde, si vous n'avez la *bonté* d'ordonner qu'on en fasse arrêter quelques-uns, ils ne feront pas un pas pour s'ayder... je ne sais plus où donner de la teste » ; aucun n'avait, en effet, signé un seul billet, malgré des promesses faites à M. Le Rebours après le premier refus dont nous avons parlé plus haut.

Au 20 septembre, nous voyons dans un état joint à la correspondance, que huit d'entre eux ont signé des billets pour 1,200,000^{fr}. Cette somme va augmenter, mais sans profit semble-t-il, car, le 6 octobre, S. Bernard écrit « qu'il va périr si on ne lui donne du secours ; qu'il se sacrifie, que M. Poullétier et lui s'efforcent, sans beaucoup de succès, de réaliser les 4 millions de billets des receveurs généraux, que cela est bien chagrinant ».

Au passage, il se disculpe de spéculer sur les promesses de gabelles (Lettres des 28 et 29 octobre), il en est accusé par M. Bartel qui suit sa passion, sans garder de mesure et qui tâche de perdre son crédit. Il va régler son compte avec lui, d'ailleurs il n'a en mains que pour 115,320^{fr} de promesses de gabelles. Le prévôt des marchands de Lyon, M. de Montesau¹, à qui le contrôleur général avait reproché d'avoir empêché notre financier de voiturier des espèces de Paris, déclare n'avoir pas opposé, de ce chef, de prohibitions, mais il ajoute que si, à un moment d'échéance, S. Bernard retirait 600,000 ou 700,000^{fr}, à une époque de paiement, la place, qui n'a guère plus de 400,000^{fr} de fonds roulants, se trouverait absolument épuisée.

La même considération faite par MM. Bernard et Demeuves, pour le bien du service, a décidé les négociants à accorder une prorogation des paiements jusqu'au 15 janvier, bien que cette mesure ne leur parût ni utile ni honorable.

Il est question aussi dans cette lettre du banquier de Lyon Huguetan à qui pareille autorisation de sortir des fonds avait été accordée. Nous

1. De Boislile, 723.

retrouvâmes dans quelques mois ce personnage dont S. Bernard qui est son créancier pour la somme de 2,734,000^{fr} se méfie (6 avril 1705); il désirait qu'on le fit demeurer à Paris jusqu'à ce qu'il se soit acquitté par partie ou ait donné sûreté. Les craintes de S. Bernard n'étaient que trop fondées, puisqu'à la date du 20 avril, Huguetan s'enfuyait en Hollande comme nous le verrons plus loin.

Nous voici en 1705, année funeste pour nos armes et désastreuse pour nos finances.

Il se fit, en cette année, pour 30,298,843^{fr}6^s8^d d'affaires extraordinaires par traités ou sans traités.

S. Bernard, dans sa lettre du 1^{er} avril, fait remarquer que si on lui avait fait l'honneur de le consulter, un mois avant l'échéance des promesses de la caisse des emprunts, il aurait « sûrement assuré bonne partie des promesses des gabelles qui sont entre les mains de gens qui veulent du comptant, ce qui vous aurait évité bien de l'embarras; j'aurais eu un moyen sûr et remarquable pour cela, mais c'est une chose où il n'y a plus de remède, je ferai toujours ce qui dépendra de moi pour votre service ».

Afin de créer un courant en faveur des billets de monnaie, il imagine de remettre les promesses de gabelles qu'il possède, en différentes mains non suspectes, lesquelles même ne se connaîtront pas et lorsqu'on voudra les payer en deniers comptants, ils prieront qu'on leur donne des billets de monnaie sous prétexte qu'ils ont peur de la diminution prochaine. « Mais, pour bien faire réussir la chose, il me semble qu'il faudrait avoir aux gabelles les billets de monnaie tout prêts à donner, car si on répond aux gabelles qu'on n'en a pas et qu'on en fera donner à la monnoye, cela sera cause que plusieurs aimeront autant recevoir du comptant que d'être renvoyés à la monnoye, au lieu que si les billets de monnoye étaient tout prêts, on les recevrait avec préférence. »

Il était trop tard pour suivre ces conseils, le contrôleur général haussa de 2 p. 100 l'intérêt des promesses, le discrédit n'en fut que plus grand. On dut fabriquer tout exprès des billets de monnaie en effectuant les paiements moitié en billets, moitié en argent, et les fonds finirent par manquer non seulement pour le remboursement des capitaux, mais même pour le service des intérêts.

Le 3 du même mois, S. Bernard qui est en avance de 33 millions (dont 16 millions pour l'année courante) demande un secours de 6 millions (Lettre de M. de Nointel, intendant, au contrôleur général

sous la date du 20 avril 1705¹). Nous voyons ensuite Bernard négociier avec le bourgeois Jules Stalpaert, établi à Nantes depuis plus de 30 ans, qui fait avec l'étranger un grand négoce de vins et d'eau-de-vie. « Il donne à la grosse sur la plus grande partie des vaisseaux qui sortent de la rivière de Nantes, par les îles, pour la Flandre et pour la Hollande. »

S. Bernard est consulté le 18 juillet sur un emprunt de 12 millions à effectuer à 8 p. 100 par les soins du comte de Bielke entre les mains de quatre marchands d'Amsterdam et il expose que les matières d'argent ou les réaux pourraient être fournis à Anvers, Cadix, Livourne ou Gènes. Le 20 juillet, il fait remarquer que ses avances passent 33 ou 34 millions: « Cela est facile à prouver; plus vous retardez votre secours, et plus je suis doublement à l'étroit, car, pour m'aider, je fais toutes sortes de manèges qui m'accablent; s'il y a la moindre lettre protestée, je suis perdu sans ressources. »

Le 26 septembre, nous le voyons continuer ses services: « Il a fourni quelques fonds à M. de Montargis sur l'Espagne et sur la Flandre », mais il réclame à Chamillart, dans un mémoire sous la date du 26 septembre, 3 ou 4 millions d'assignations du Trésor royal sur les généralités de Caen, Rouen, Riom et Moulins: « Cela m'aidera dans mes affaires et ne vous incommodera en rien, puisque je donnerai, en même temps, ma promesse de restituer lesdites assignations le 15 de février prochain au plus tard. La plupart des créanciers de Demeuves sont contre moi, ils disent que si j'avais bien voulu vous dire que je ne voulais plus rien fournir pour la Flandre, l'Italie et l'Espagne, vous auriez été contraint de les satisfaire. Je les laisse dire et fais mon devoir; avec votre secours, Monseigneur, j'espère continuer le service malgré eux, nonobstant tous leurs mauvais discours et les lettres qu'ils ne manquent pas d'écrire de tous côtés pour tâcher de me détruire. »

Sur une lettre du 9 octobre, une note de la main de Chamillart ordonne de payer sur le vieux 1,200,000^{fr} en billets de monnaie et en novembre et décembre 400,000^{fr} par semaine, ce qui fera 4,400,000^{fr} dans le reste de cette année.

Samuel Bernard se plaint, dans une lettre du 1^{er} décembre 1705, des rapports qu'il a avec M. Romain, successeur de Mongelas, le nouveau trésorier général de l'extraordinaire des guerres.

Il regrette ses prédécesseurs MM. de Montargis, de Pléneuf et de

1. A. de Boislisle, *Correspondance des contrôleurs généraux*, n° 789.

Vieuxcourt. « Il est nécessaire, dit-il, qu'on ne sache pas les prix que Monseigneur me donne....; il ne convient pas à un homme en ma place que ces affaires soient meslées à celles du Roi. » Il sollicite le 19 décembre qu'on lui fasse à la monnaie des billets pour diverses sommes, comme il les demande et comme il en a reçu d'ordinaire. En effet, en raison de la quantité de petites lettres qu'on tire sur lui, il lui faut par mois plus de 300,000^{fr} d'espèces, en dehors des billets de monnaie; si on lui refuse ce qu'il demande il lui faudrait pour 1,200,000^{fr} d'espèces. La monnaie prétendait, comme on le voit par une lettre de M. de Montargis à M. Le Rebours, ne plus émettre que des billets de 1,000 et de 1,500^{fr}.

Dans une note de Chamillart, il est dit que S. Bernard s'est engagé à fournir 2 millions tous les mois pour 1706.

Nous voici arrivés à cette terrible année 1706 qui vit la défaite de Ramillies (23 mai) où le Trésor eut à subir la répercussion des désastres de nos armées. Les dépenses s'élevèrent à 226,935,944^{fr}, les affaires extraordinaires se chiffèrent par 48,116,146^{fr} 15^s. Les coupures de billets de monnaie de 200 à 1,000^{fr} furent autorisées pour une somme de 20 millions, et les lettres de change purent être payées à Paris intégralement en papier-monnaie, alors que les billets furent bannis pour les paiements au-dessous de 400^{fr}.

Le total de ces billets s'élevait à cette époque à la somme de 173 millions qui devinrent, par la déclaration royale de l'année suivante, en date du 24 mai 1707, dette de l'État et furent convertis : 25 millions en billets de fermiers généraux des fermes unies; 25 millions en billets de receveurs généraux des finances, 18 millions en rentes sur l'hôtel de ville de Paris, 33 millions en rentes sur le clergé, 72 millions en *nouveaux* billets de monnaie signés du prévôt des marchands, et d'un syndic ou député nommé par les six corps des marchands de Paris, lesquels billets furent admis en tous paiements avec un tiers en argent.

Les louis eurent cours pendant cette année sur le pied de 13^{fr} 5^s et les écus pour 3^{fr} 11^s.

Les changes s'élevèrent pour les Flandres à 15 p. 100 et pour l'Espagne de 14 à 25 p. 100.

Samuel Bernard se plaint (lettre du 29 janvier 1706) que, contrairement à ce qui avait été convenu, on ne lui assure plus 1,100^{fr} de billets de monnaie par semaine pour l'amortissement des 7 millions dont il

est encore en avance et du million qui ressortira au règlement de son compte avec M. de Montargis. Il trouve qu'on n'a plus en lui la même confiance qu'il y a quatre ans et c'est « à ceci qu'il est le plus sensible... l'honneur est le seul objet qui m'a toujours gouverné, j'en suis avide, peut-être un peu trop. C'est un défaut dont je n'ai point envie de me corriger. » En marge de cette lettre, il est marqué : « Donnez encore 1,100,000^{fr} pour l'état du 1^{er} février. »

On a dû insister auprès de lui pour l'exécution de certains paiements, car, dans sa lettre du 6 février, il écrit : « Cette manière de me forcer n'avait pas encore été pratiquée et pouvait bien ne pas faire au fond bon effet; je scay mes arrangements mieux qu'un autre, il faut me laisser libre. J'ay cru mériter qu'on me traitât aussi bien qu'on en traite d'autres qui ne se sont jamais sacrifiés la centième partie de ce que je me suis sacrifié pour le service du roy, mais je ne scay qu'obéir autant qu'il dépendra de moi. »

Il a acheté à Saint-Malo (mars 1706) pour 50,000 marcs de piastres, et l'État les a fait transporter aux hôtels des monnaies de Bretagne, en s'offrant de les lui rembourser à 34^{fr} le marc, mais il insiste pour les transporter à Lyon, s'engageant à les faire voiturer à la monnaie dès leur arrivée. Il demande aussi un passeport avec le nombre des tonneaux en blanc pour charger en Hollande des poudres, des fanons de baleine et des épiceries; cette décision n'est pas encore accordée au 15 mai. (Voir lettre de ce jour.)

En dépit de ses protestations de désintéressement et de ses réclamations plus ou moins enveloppées de madrigaux, il est parfois d'une grande vivacité dans ses procédés, c'est ainsi qu'à une lettre du 12 mai 1706 des frères Sonnet Desbordes, trésoriers des lignes suisses, qui s'étaient présentés pour toucher des ordonnances relatives au service de Suisse, S. Bernard répondait « qu'ils étaient de malhonnêtes gens, qu'on ne le trompait point de la sorte, qu'il allait commettre aux charges, et qu'il s'en plaindrait au ministère », et il leur avait fermé la porte au nez.

Dans une lettre du lendemain, S. Bernard explique qu'il n'a pu se servir des ordonnances parce que les sieurs Sonnet ne sont pas en état de donner quittance (ils étaient, en effet, les successeurs de leur père et n'avaient point encore prêté serment en la Chambre).

Après avoir exposé, dans la lettre du 8 juin, que les services du banquier de Namur, Bressoigne, étaient peu importants et pourtant qu'il s'en montrait orgueilleux et se croyait indispensable, qu'il espé-

rait tirer plus de 52 1/2 de change, etc., il rappelle les services qu'il a rendus depuis un an. Dans sa lettre du 24 juin, il revient sur ce thème favori : « Il faut une conduite infinie pour gouverner de pareilles choses, si j'avais eu le tout à conduire, les billets de monnoye seraient encore dans leur première réputation. Vous savez, Monseigneur, qu'il y a présentement un an, qu'Huguetan donna un coup furieux en Hollande et en Angleterre à nos billets de monnaie, j'étais chargé pour lors de l'Italie, la Flandre et l'Espagne, et de tous les subsides, et si j'étais de 35 millions en avance pour votre service sans avoir une seule assignation, la tête ne me tourna pas pour cela. Je repris vigueur et, sans vous importuner de mes chagrins, j'écrivis hardiment de mon chef, par toute l'Europe, à tous ceux qui me montraient qu'ils ne voulaient plus de billets de monnoye, que je leur étais garant, en mon propre et privé nom, de payer en argent comptant les billets de monnoye qu'il leur resterait entre les mains pour mes affaires, en cas qu'il y arriva le moindre échec, cela apaisa tous mes correspondants et tint les billets de monnoye en réputation ; mais dès que l'on en a donné en nantissement cela a tout perdu et m'a donné bien de la peine. »

La lettre du 17 juillet jette un jour très lumineux sur le prix des changes « qu'il est, dit-il, impossible de fixer... Cela va et vient. Je demanderais trop ou trop peu. Ce sont des *bagatelles*. J'espère que Monseigneur voudra bien s'en fier à moy pour les prix que je demanderai à mesure qu'il faudra des fonds ». En somme les prix des changes étaient de 28 p. 100 à Lille, pour Cologne, et Samuel Bernard « espère que pour la Hongrie il pourra le faire au prix de 40 p. 100 ; qu'il s'arrange pour que le taux ne soit que de 50 p. 100 pour Dantzic au lieu de 55 p. 100 que M. de Bourepas demande ». Trois jours après, dans un post-scriptum d'une lettre où il s'étonne de n'avoir pas reçu d'ordonnances, il abaisse subitement le taux du change pour la Hongrie à 35 p. 100.

Ces taux de change qui s'élevèrent à 50 p. 100 pour la Pologne, le Danemark, la Suède, la Hollande et furent de 30 p. 100 pour Rome, Bâle et Livourne, ont été acceptés par Chamillart, comme l'établit une note placée en marge d'une lettre adressée de Marly, le 23 juillet 1706, par M. Ligny à M. Le Rebours : « Mandé à M. Ligny que M. Chamillart trouve bon qu'il fasse expédier les ordonnances pour les changes étrangers conformément au mémoire de M. Bernard et sur le pied qu'il

le demandera parce qu'il a confiance en luy et qu'il a promis de les diminuer aussitôt qu'il les pourra faire à moins. »

La rareté du numéraire est de plus en plus grande, le banquier du Trésor royal ayant à toucher moitié en comptant, moitié en billets de monnaie, 50,000 écus d'assignations sur le don gratuit du Languedoc, a conservé « ses assignations (14 août 1706) comme la prune de ses yeux à cause qu'il en doit recevoir moitié en comptant. Ce qui dérangerait bien ses mesures si cela n'était pas..... » Crozat voulait en effet les lui payer en billets de monnaie. Il fait remarquer (21 août) qu'il a refusé d'endosser une ordonnance d'intérêt. « Ce n'est pas l'usage avec moy. Je vous supplie très humblement de la faire mettre au porteur à l'ordinaire, ou bien sans endossement. »

Une lettre du 24 août montre avec quelle liberté d'allures il donnait son opinion sur les opérations du Trésor, qu'il s'agisse de bons de monnaie ou d'élévation des droits de change. Nous croyons devoir donner ci-dessous l'analyse de cette lettre :

« Monseigneur,

« Je vous renvoie le mémoire que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer. Je ne sais de qui il est, mais il n'a pas l'ombre de bon sens. Le premier article qui est le seul qui pourroit s'exécuter est contre vos principes, puisqu'il demande la liberté d'acheter de l'argent pour des billets de monnoye à quel prix on voudra sans pouvoir être inquietté. Tous les autres articles sont impraticables et ne serviroient qu'à donner du soubçon sur les billets de monnoye et les mettre en discrédit.... » Il proteste contre la permission que Monseigneur veut donner pour laisser entrer dans le royaume 200 millions de baleine. « On est persuadé, Monseigneur, que ce n'est point à vous qu'on s'adresse pour avoir de pareils passeports..., cela fait beaucoup de bien aux Hollandois et du tort à l'État.... ». Néanmoins, si une telle permission devait être accordée, il réclame qu'elle le soit en sa faveur plutôt qu'en celle d'un autre, car cela l'aiderait à se mettre bien dans l'esprit des Hollandais, mais il conseille de la refuser entièrement.

Il dit aussi que le sieur Bombarda est cause que les changes sont montés de 8 ou 10 p. 100 depuis un mois et qu'il serait préférable que tout le service fût dans une seule main « car si M. Bombarda continue, les changes monteront encore considérablement ; de la manière qu'il

fait ses comptes, vous ne vous appercevez pas sans doute qu'en croyant ne donner que 37 1/2 p. 100 vous payez 60 p. 100. Il est vrai qu'on ne peut pas présentement faire à moins non plus que pour L'Ille à moins de 31. Il commence même à monter plus haut et si M. Bombarda continue cela ira bien loing. »

Le change pour la Suisse est aussi en bien mauvaise posture : en effet, Jean de la Chapelle, receveur général des finances de La Rochelle « qui est présentement icy (lettre du 18 septembre 1706) et qui a accoutumé de faire mes paiements en Suisse, me demande 50 p. 100 et la différence en espèces. Le prix est si violent qu'il m'épouvante. Je ne prétends pas y gagner un denier, cela me fait peur. »

C'est à cette même époque (21 septembre), que Desmaretz, le futur contrôleur général, alors directeur des finances, écrit à Samuel Bernard une lettre (*de Boisliste* n° 1107) relative au projet de création d'une banque : « Je ne commence à en concevoir quelque espérance que depuis que j'ai connu que vous le gouttiez..... C'est ce qui me fait vous prier d'y donner une sérieuse attention, d'examiner quels sont les sujets qui peuvent convenir, quelles mesures on peut prendre pour les déterminer et quels fonds par leur canal on pourra rassembler pour commencer cet établissement. Je dois vous observer que M. Chamillart ne veut point le commencer qu'il ne voie un fonds de 6 millions assuré. Je ne doute pas que cela ne paraisse difficile et même impossible à la plupart de ceux à qui on en parlera ; mais vous êtes accoutumé à faire des choses extraordinaires et au-dessus des autres, et si vous y travaillez j'espère qu'on surmontera toutes les difficultés. »

Il exprime dans une lettre du 11 mars les craintes qu'il éprouve à la pensée que le Roi se propose de faire effectuer les paiements en province, un tiers au comptant et deux tiers en billets de monnaie ; l'argent se resserrera, les trésoriers de l'extraordinaire n'en recevront plus (on ne trouvait à ce moment de l'argent qu'en donnant des lettres de change sur les provinces) ; le crédit sera perdu. « Paris est sous la veue du Soleil, il se contente de murmurer souvent mal à propos, mais il est bien à craindre que les provinces frontières ne passent plus loin. Je n'ose vous dire ce que j'en crains....., je verrais avec douleur que mon bon cœur et mon dévouement deviendraient inutiles. Je m'en consolerais si cette affaire ne faisait pas périr tous les trésoriers et en général tout le crédit de l'Estat. Nos ennemis n'attendent que ce coup fatal pour nous réduire à tout ce qu'ils voudront. »

Il importe de rapprocher cette lettre de celle que, sous la date du 1^{er} mai suivant, M. de Bagnols, intendant en Flandre, adresse au contrôleur général.

Après avoir énoncé que le titulaire d'une traite perdra au moins un quart, plutôt la moitié, dans la négociation des bons de monnaie qu'il aura reçus, il ajoute que « depuis la déclaration du Roi du 12 avril, les bourses se ferment et que le banquier de Lille, correspondant de Samuel Bernard, n'a reçu depuis quinze jours ou trois semaines que très peu de fonds. Quelle perte en résultera pour l'envoi des subsides à l'armée! En effet, la Hollande qui considère l'argent comme une marchandise, le laisse facilement sortir, assuré qu'il reviendra. Qu'en résultait-il ? »

Un particulier de la ville de Lille recevait 10,000 écus en espèces, qu'on avait trouvé moyen de faire entrer dans le pays conquis; il les portait chez le correspondant de M. Bernard. La lettre était payée très régulièrement, les correspondants étaient bien choisis; celui d'Amsterdam, pour le rembourser des 10,000 écus qu'il avait payés sur la lettre de Lille, tirait sur M. Bernard des lettres sur Lyon, sur Rouen ou sur Paris. Les lettres sur Lyon et sur Rouen se payaient en espèces, celles sur Paris se payaient quelquefois en espèces, d'autres fois partie en billets de monnaie et partie en argent....

Les dernières lettres de Samuel Bernard au cours du ministère de Chamillart se réfèrent à la querelle qu'il eut avec Crozat qu'il qualifie « de plus cruel et de plus hardy de tous les hommes ». Crozat s'obstinait à vouloir lui payer trois quarts argent et le reste en bons de monnaie la somme de 340 millions qu'il lui devait. Chamillart dut intervenir et rappeler à Crozat l'engagement si précis qu'il avait pris de payer en argent. Cette lettre ministérielle ne semble pas avoir fait changer d'avis notre financier, comme on le voit dans une lettre de Samuel Bernard du 17 février.

V

Correspondance avec le contrôleur général Desmaretz
(20 février 1708 - 1^{er} septembre 1715).

Desmaretz, neveu de Colbert, exerçait depuis le mois d'octobre 1703 les fonctions de directeur des finances, dont il avait acheté la charge au prix de 800,000 [#], lorsqu'il fut appelé au contrôle général. Il était d'ailleurs dès longtemps initié à la pratique financière, car il avait été, au temps de son oncle, principal commis. Vingt années de disgrâce l'avaient tenu à l'écart, mais c'était, en somme, un homme de la carrière, si l'on peut ainsi parler, et qui de plus rappelait Pontchartrain par le côté brillant de ses conversations et de ses conceptions financières. Ces dons éblouissants, ces qualités extérieures, pas plus alors qu'un siècle plus tard avec Calonne, ne purent sauver les finances du discrédit dans lequel de malhabiles gérants les avaient jetées.

Le roi lui-même ne se faisait aucune illusion sur la situation misérable du Trésor. « Je vous serai obligé, avait-il dit en installant Chamillart, si vous pouvez trouver quelque remède et ne serai point du tout surpris si tout continue d'aller de mal en pis ¹. »

* *

Avant de reprendre l'analyse de la correspondance de Samuel Bernard, il nous semble utile de jeter un coup d'œil d'ensemble sur l'administration de ce contrôleur général, jusqu'à la mort de Louis XIV. Nous nous représenterons plus aisément, grâce à cette esquisse sommaire, le milieu dans lequel évoluait notre habile financier.

Dès la première année de son entrée en fonctions, Desmaretz eut la bonne inspiration, pour s'assurer le concours de Samuel Bernard, de le présenter au Roi comme nous le racontons dans la première partie de cette étude.

La situation était en effet des plus onéreuses ; 1,346,000,000 [#] avaient été absorbés en cette année de guerre, et sur cette somme

1. Saint-Simon, *op. cit.*, t. VI, p. 103.

l'impôt n'avait fourni qu'une faible part; 400,000,000 provenaient des affaires extraordinaires, 386,000,000 représentaient des dettes exigibles et 69,000,000 des anticipations. Il n'y avait dans les caisses du Trésor, à l'arrivée de Desmaretz, que 20,388,338 ¹ de fonds libres. Aussi recourut-il de suite à un expédient peu recommandable qui consistait à ajourner à un an les échéances passives du Trésor.

Parmi les autres mesures qu'il prit dès son arrivée au contrôle général, nous mentionnerons l'édit par lequel les contribuables purent se libérer soit en numéraire, soit en billets; les créations d'offices et de rentes sous les formes les plus variées. N'est-ce point lui, en effet, qui proposait aux contribuables de se libérer de la capitation en versant sur l'heure six années de leur cote dont le Roi leur devait servir l'intérêt au taux de 5 p. 100.

Desmaretz, dans un mémoire qu'il publia sur son administration depuis le 20 février de l'année 1708 jusqu'au 1^{er} septembre 1715, mentionne :

L'emprunt fait à Gènes.	2,000,000 ¹
Il était dû au sieur Bernard, pour avances faites pour les troupes pour lesquelles il lui avait été donné des billets de l'extraordinaire des guerres, qu'il a fallu remplacer.	11,000,000
Aux frères Hogguers, pour les avances faites pour les armées d'Italie en 1706, plus de	5,000,000

A la suite de l'exposé de cette prise en charge, Desmaretz explique au Régent tout le programme qu'il avait cru devoir adopter. Nous ne croyons pouvoir mieux faire que d'en retracer ci-dessous les lignes principales qui nous guideront dans l'interprétation journalière de la correspondance de Samuel Bernard avec le contrôleur général pendant cette période.

Je compris que le Trésor royal, comme le centre de la finance, devait recevoir tout le produit des revenus de S. M. et je m'attachai à l'y faire remettre à l'échéance de chaque paiement.

Quatre raisons principales m'y déterminèrent :

Premièrement, pour engager les comptables à payer plus régulièrement qu'ils n'avaient fait ;

Secondement, pour empêcher que ceux qui avaient pris des engage-

1. Mémoire de Desmaretz dont nous parlerons plus loin.

ments pour le service ne fussent plus longtemps exposés à essuyer de longs retards ni privés par les mauvaises difficultés des comptables d'une partie de leur intérêt, dont le retardement avait fait un tort considérable au crédit du Roi ;

Troisièmement, parce qu'en faisant porter directement à la caisse du Trésor royal le produit des revenus de S. M., je redonnais à cette caisse un crédit éteint depuis longtemps ; persuadé que le seul moyen de dissiper la supériorité usuraire que l'espèce avait prise sur le papier était de faire voir au public beaucoup d'argent circulant dans la caisse du Roi ;

Quatrièmement, je pensais à établir une régie certaine et qui me mit en état de pourvoir aux dépenses les plus pressées par la connaissance du fonds que j'aurai dans cette caisse suivant les bordereaux qui m'en seraient remis toutes les semaines et tous les mois.

En 1709, les finances n'allèrent pas mieux. Quand arrivèrent dans les ports de France les vaisseaux rapportant du Pérou pour 30 millions de matière d'or et d'argent, on proposa aux intéressés dans leur chargement de porter aux hôtels des monnaies toutes les matières et d'en prêter au Roi la moitié pour laquelle on leur donna des assignations sur les recettes générales et l'intérêt à 10 p. 100. L'autre moitié leur fut payée comptant par le paiement des équipages des vaisseaux de ce qu'ils devaient aux marchands et autres qui leur avaient vendu les marchandises dont ils avaient composé le chargement de leurs vaisseaux pour être débitées au Pérou.

En 1710. — Dès novembre 1709, Desmaretz avait proposé au Roi de faire faire une régie par douze receveurs généraux de plusieurs affaires extraordinaires et d'établir une caisse dans laquelle seraient portés les fonds tant des affaires extraordinaires dont ils poursuivraient le recouvrement que des fonds qu'on y pourrait faire entrer.

Les receveurs généraux donnèrent en cette occasion des preuves de bonne volonté pour le service ; ils déclarèrent qu'en se chargeant de la régie des affaires extraordinaires ils ne prétendaient à aucune remise ni bénéfice et se contenteraient des intérêts des avances qu'ils pourraient faire, et qu'ils demanderaient seulement que les frais du bureau de Paris et de ceux des provinces fussent payés par le Roi.

Ils établirent un bureau à Paris avec un directeur et un caissier, et pour donner du crédit à cette nouvelle forme de régie, laquelle prit d'autant plus de faveur que le public qui était fort rebuté des traitants

vit que les recouvrements seraient faits sans frais et sans profit pour ceux qui en auraient la direction, on fit entrer des fonds dans ces caisses qui en sortirent pour fournir aux dépenses, ce qui augmenta tellement le crédit de cette caisse qu'on peut dire qu'elle a soutenu l'État jusqu'au mois d'avril 1715.

Années 1714 et 1715. — Il était dû à Madame Royale de Savoye, aux électeurs de Bavière et de Cologne, aux sieurs Bernard et Hogguers, et à d'autres banquiers ; ils furent assignés sur la caisse du sieur Legendre : les assignations furent tirées par le trésor royal. Le sieur Legendre eut ordre de faire ses billets sans intérêts. Il en fit d'autres pour partie de ces assignations payables en promesses des gabelles et en rentes viagères.

Ce mémoire de Desmaretz, quelque peu avantageux pour sa propre gestion, ne manqua point d'attirer quelques critiques. Nous en avons rencontré quelques-unes des plus intéressantes dans un ouvrage qui figure à la réserve de la bibliothèque nationale¹. On l'accuse dans ce mémoire d'avoir favorisé l'agiotage par les conversions des billets de monnaie en billets des fermiers généraux, billets de sous-fermiers, billets d'emprunt des trésoriers de l'extraordinaire. « La place de Lyon qui a été infectée de billets de monnaie a été si bouleversée, que de quatre paiements qui sont établis sur cette place il n'y en avait plus qu'un qui durait toute l'année. » C'est évidemment à la suite de la banqueroute de Samuel Bernard à Lyon dont nous avons parlé plus haut et que nous expliquerons ci-après, en tous ses détails, que le contrôleur général prit ces dispositions.

Au sujet des refontes de monnaies et de la frappe à valeur nominale élevée des 30,000,000 de matières d'or et d'argent provenant des vaisseaux de la mer du Sud dont parle le mémoire, le critique que nous citons fait remarquer que « ces différents quarts de conversions de commerce ont dû rapporter un gros profit et avantage au Roi et à ceux qui s'en sont mêlés ; il n'y a rien qui aille plus vite que l'argent ».

Suivent des appréciations peu flatteuses comme de raison sur la gestion de Duchuy, Derandon et Saint-Jean, qui étaient les munitionnaires d'Italie, les Forges et C^{ie} pour la Flandre et l'Allemagne, les Castille et les Paris.....

1. *Recueil de mémoires, dissertations, lettres et autres ouvrages critiques et littéraires*. CLXVI (collection Thoisy).

Quant aux assignations faites par les gardes du trésor royal au nom du sieur Legendre, l'auteur du mémoire que nous analysons rappelle que « dans ce temps-là, les billets du sieur Legendre fleuraient comme baume, mais cela a bien changé et il faut qu'il soit bien sorti de l'argent hors du royaume ».

Et plus loin : « M. Desmaretz a su ménager ou accorder la paix avec la guerre, ménager des intérêts et des escomptes avec les banquiers, rabattre et diminuer des impôts sur le pied fourchu, boissons et autres, le tiers sur les tailles. Tirer sur l'un, diminuer sur l'autre, c'est savoir réconcilier les esprits..... »

Le mémoire se termine par tout un programme de bonne tenue de comptabilité que nous publions ci-dessous comme une critique des mieux venues du mode de poser les chiffres dans les comptes à cette époque. La division et la répartition des divers services et la tenue de la comptabilité en partie double présente sous une forme de fantaisie un programme que réalisera quatre-vingt-dix ans après le comte Mollien.

« Enfin les finances sont d'une longue discussion, c'est une espèce de musique où on a peine de trouver le fonds, c'est comme l'arithmétique, chaque chiffre avec plus ou moins de breveté. Quant à moi, si j'avais l'honneur de tenir un compte de finances aussi considérable que celui que vient de rendre M. Desmaretz, j'aurais suivi la manière des banquiers : par un compte en partie double, j'aurais établi les revenus du Roi, tant fixes, casuels, que formentes ou augmentes, dont le débit d'un compte général aurait établi la recette, et à la décharge ou dépense de ce compte j'aurais fini, année par année; et par une balance d'un bilan général, j'aurais soldé ma recette par la dépense, et dans ce cas-là, un habile teneur de livres dans un journal détaillé pourrait rapporter sur un grand livre de raison, non seulement toutes les affaires de France mais même toutes celles de l'Europe et par ce bel ordre je me passerais de plus de cinq cents commis qui ont à leur tête un directeur qui est un bon financier, un habile homme, mais qui ne saurait raccourcir une quantité épouvantable de mémoires, de comptes, d'états, de registres..... Pour une affaire d'une même nature ils ont un magasin plein de papiers là où je tiendrais succinctement chaque affaire d'État en neuf bureaux, comme on les a séparés aujourd'hui en neuf conseils, savoir :

Conseil général de régence,

Conseil subordonné au conseil général de régence,

Conseil particulier des finances,
Conseil royal de la marine,
Conseil des affaires étrangères,
Conseil du dedans du royaume,
Conseil royal de la guerre,
Conseil particulier subordonné au conseil général de régence,
Conseil du commerce.

Ainsi la décision de ces neuf conseils me donnant l'apurement de toutes les affaires du Royaume me servirait d'un guide immanquable pour rapporter toutes choses sur un journal qui serait un peu gros et qui serait enfin rapporté sur un grand-livre de raison.

Avant de reprendre l'analyse de la correspondance inédite de Samuel Bernard qui repose aux archives nationales, nous mentionnerons une lettre de M. Ravat, prévôt des marchands de Lyon, adressée au contrôleur général, sous la date des 8 mars et 11 avril 1708. Cette lettre est extraite de la 4^e partie de la correspondance des contrôleurs généraux des finances avec les intendants des provinces, dont M. A. de Boislisle a bien voulu nous communiquer les bonnes pages.

....M. Ravat expose, de la part des négociants, deux difficultés qu'il y aurait lieu de régler à propos du paiement des Rois.

« De tous les devoirs auxquels je suis engagé, un des plus essentiels est celui de vous rendre un compte exact de tout ce qui se passe sur notre place pendant le cours de chaque paiement. Celui que nous venons de finir, qui est le paiement des Rois, a été facile pour tous nos négociants : les écritures ont été abondantes, personne n'a reculé à donner ses rencontres. Le comptant qui commence le 3 de ce mois n'a fait aucune peine à ceux qui devaient des soudes, l'on n'a demandé aucune prolongation, si contraire au crédit de cette place et à l'exactitude de nos paiements. »

Samuel Bernard ayant été empêché par le départ subit du banquier Lullin de payer 15 ou 16 millions qu'il devait pour le terme de Pâques, demanda, le 24 juin suivant, une prolongation éventuelle du paiement jusqu'au 10 ou 15 juillet pour ne s'en servir qu'en cas d'absolue nécessité. M. Ravat, consulté sur cette demande, répondit que la prolongation n'avait été demandée par personne, pas même par le correspondant de M. Bernard ; et que les paiements s'étaient régulièrement effectués, régularité des plus favorables au rétablissement des relations

avec le commerce étranger et que confirmait la cessation de toute crainte au sujet des billets de monnaie. Néanmoins, la prorogation fut ordonnée jusqu'au 20 juillet.

Vers cette même époque (10 juin) la diminution subie par eux sur les espèces tant dans leur caisse que chez leurs correspondants, amène Samuel Bernard et Nicolas à réclamer au contrôleur général un remboursement sous forme d'indemnité de 673,560^{fr} 15^s 3^d, évaluation faite par eux de la moins-value sur une somme de 11,240,088^{fr} 8^s 9^d, soit le 16^e des capitaux en caisse.

Toutes ces difficultés relatives aux monnaies et à la circulation devaient nécessairement ramener l'attention du grand financier sur l'utilité de la création de la banque dont il a été question plus haut. Aussi le voyons-nous (7 juillet 1708) écrire à Desmaretz au sujet de cette organisation : « Plus j'approfondis cette affaire, plus je suis persuadé qu'elle est très nécessaire.

« Si vous baissez encore les louis d'or, Monseigneur, et les écus, l'argent deviendra encore plus rare ; à l'égard des pièces de 16^{fr} et de 8^{fr} vous pouvez soutenir le rabais pour le 1^{er} août. J'entends les étrangers et ceux du royaume dire : à quoy bon baisser les louis d'or et les écus ? il n'est pas difficile, disent-ils, de deviner pourquoi on les baisse, c'est qu'on veut faire une réforme générale pour remettre les louis à 15^{fr} et les écus à 4 au profit du Roy. Si vous baissez encore les louis et les écus, chacun voudra garder ses espèces pour profiter du rehaut de manière ou d'autre.

« Je serois bien aise, Monseigneur, que vous consultiez quelques-uns de ceux que vous croyez les plus entendus sur cette affaire et je suis persuadé qu'ils nous diront que rien n'est si dangereux que de baisser les louis d'or et les écus.

« Vous me disiez, Monseigneur, qu'il ne seroit peut-être pas prudent de hazarder la banque dans un tems aussi stérile d'argent que les mois d'aoust et septembre.

« Comme cette banque n'est pas pour ainsy dire un papier substitué à un autre, mais de l'argent substitué à un papier pour un prix fixe, je n'y trouve aucun danger et trouve au contraire qu'il est nécessaire de faire cet établissement avant que le public aye senty la rareté de l'argent, qu'il y aura après le rabais¹. »

1. Nous lisons dans le Journal de Dangeau, 31 décembre 1708 (t. XII, p. 296)....

A cette lettre le contrôleur général répondit, le 13 août 1708 : « Je n'ai point fait de réponse à la grande lettre que vous m'avez écrite concernant la proposition de la banque. Les nouvelles réflexions que j'y ai faites m'ont fait découvrir des difficultés que je n'avais point prévues.

« Il est plus persuadé que jamais, réplique, le 21 août, son associé Nicolas, non seulement de l'utilité de la banque mais aussi de la nécessité indispensable de l'établir, tant pour l'avantage de Monseigneur que pour celui du public, parce que ce dernier convertira avec plaisir les billets de monnaie en billets de banque, à cause de la perte médiocre de 5 p. 100 et d'autant plus qu'il pourra avoir en tout temps des espèces contre des billets de banque. La banque donnera des billets de 100 ^{fr} pour 95 ^{fr} d'espèces. L'expérience qu'il a des banques qui sont établies hors du royaume et l'utilité qu'il sait qu'on en retire le persuade que celle-ci sera encore plus avantageuse.

Il nous paraît intéressant de nous étendre sur ce projet de banque, aussi empruntons-nous encore aux bonnes pages de la 4^e partie de la correspondance des contrôleurs généraux de M. de Boislicle quelques citations à ce sujet.

M. Trudaine, intendant à Lyon, écrit le 17 janvier 1708, au contrôleur général : « L'on croit avoir pénétré que ce sont les sieurs Bernard et Nicolas qui, instruits de vos desseins, ont donné des ordres pour prendre des billets de monnaie au prix bas de perte où ils sont présentement ; et chacun sur cela fait ses almanachs ; les uns disent que les sieurs Bernard ayant besoin de billets ils n'ont pu mieux faire que d'en prendre à moindre perte dans Lyon où ils ont trouvé un crédit qu'ils n'avaient pas eu à Paris, où ils auraient pu avoir les billets à bien meilleur compte pour eux ; d'autres publient qu'il y a une déclaration sous la presse qui révoque les stipulations et astreint de prendre dans toute sorte de paiement moitié de billets de monnaie au lieu du quart ; d'autres disent que vous allez faire une nouvelle réforme des espèces dont l'augmentation sera considérable, que vous fixerez en même

On s'assemble souvent pour remédier aux inconvénients qu'apportent les billets de monnaie dans le commerce, et on espère trouver le moyen d'en venir à bout. Samuel Bernard est à la tête de ceux qui proposent de leur donner un cours facile et de peu de frais pour ceux qui en ont, et prétend avec 12 millions d'argent comptant que sa compagnie fournirait, de rendre les billets de monnaie presque aussi bons que de l'argent comptant.

temps le prix des matières à un prix haut et que l'on recevra dans les hôtels des monnaies les quatre quints d'espèces anciennes ou de matières avec un quint de billets de monnaie, pour être le tout remboursé en espèces de la nouvelle réforme, et que l'augmentation forte que vous ferez des espèces de cette nouvelle réforme suffira pour acquitter les billets de monnaie.

Trudaine, après avoir constaté dans sa lettre du surlendemain que les billets de monnaie se négociaient toujours à 19 de perte, trois pour trois, et à 25 pour comptant, finit par découvrir les projets de formation d'une banque : « L'on dit que vous avez formé une compagnie à la tête de laquelle sont les sieurs Bernard, Nicolas, Croisat (*sic*), Proudre et autres qui doivent faire pour 20,000,000 ^{fr} de petits billets de 100 ^{fr} que l'on dénommera *billets de la banque royale* ; que l'on retirera avec ces billets de banque autant de billets de monnaie ; que ces billets de banque se prendront dans toute sorte de paiement pour argent ; que le Roi les recevra dans toutes ses recettes et les donnera de même ; qu'il en payera les rentes de l'Hôtel de ville, enfin, qu'ils ne seront point différents de la monnaie ; parce que la compagnie qui les fait aura un fonds prêt pour rembourser ceux qui en voudront la valeur à 5 p. 100 de perte. »

Une lettre de M. Louis Urbain Lefebvre, de Caumartin, conseiller d'État et intendant des finances, est jointe à celle de l'intendant de Lyon. Il sait que Samuel Bernard et ses associés cherchent les fonds nécessaires pour assurer l'ouverture de la banque..... « J'avoue, dit-il, que j'ai eu créance en Bernard depuis que je le connais ; je me suis toujours défié de ses idées et il les a toutes exécutées. Étant encore peu accrédité, il entreprit par mon moyen les remises de Pologne pour la royauté de M. le prince de Conti, et les exécuta contre toute apparence. Vous avez vu de plus près que moi ce qu'il a fait pour payer les armées pour M. Chamillart : tout cela peut faire croire qu'il soutiendrait la banque comme il le dit, mais il est plus prudent de ne s'en pas fier à lui. »

Un mois après (le 16 février 1709), M. Trudaine s'alarme sur « la crise de la dernière conséquence : « Si la banque, dit-il, ne s'établit point et que les billets de monnaie retombent en grosse perte, les sieurs Bernard et Nicolas ne pourront faire leurs paiements des Rois ; si la banque s'établit et qu'elle ne se puisse soutenir, c'est un renverse-

ment total. Il est également nécessaire de procurer des moyens au sieur Bernard de payer et de soutenir le crédit de la banque ou d'empêcher l'augmentation de la perte des billets de monnaie, et même de les faire encore baisser de perte, s'il est possible. La difficulté est d'en trouver les moyens. Je suis toujours persuadé qu'il n'y a qu'un remboursement actuel qui puisse produire cet effet. »

Aucune considération ne prévalut, en ce moment, contre l'idée fixe de Desmaretz et le projet de banque ne fut pas mis à exécution¹. Samuel Bernard le déplore dans une lettre du 11 février ; il estime que c'était un moyen infailible pour faciliter les affaires de l'État et lui faire soutenir les siennes, qu'il n'aurait d'ailleurs pas manqué de fonds ni d'associés et n'en manquerait pas encore aujourd'hui ; « mais puisqu'il n'en est plus question, ajoute-t-il, je croirais manquer à ce que je vous dois, aussy bien qu'au public, si je ne vous disois que ce dessein manqué, dont tous mes correspondans prévoient la conséquence, mon crédit en souffriroit infiniment si vous n'aviés la bonté d'entrer dans quelques expédients pour me mettre en état de me soutenir ; l'accablement où vous jugés bien que je dois être diminueroit considérablement si je n'avois pour objet que ma perte particulière et celle de toute ma famille, la ruine que je prévois entraînera sans doute le désordre dans toutes sortes d'affaires dont je crains que celles du roi aient painne à se garantir. Quelle douleur, Monseigneur, pour un homme qui jusqu'ici a travaillé avec honneur et que je me voudrois de mal de la confiance que l'on a prise en moy, si je n'en avois encore plus en votre prudence et en la justice de votre Grandeur. »

Samuel Bernard n'avait pas cette fois noirci le tableau comme il lui était arrivé trop souvent de le faire en exagérant les craintes, lorsqu'il voulait obtenir du contrôleur général les remboursements d'avances considérables effectuées par lui. Le mal était si grand que M. Ravat, prévôt des marchands de Lyon, écrivait, le 15 février, que le désarroi le plus complet et un désordre général menaçaient la place de Lyon, et

1. Dans les lettres des 13 et 17 août 1709, nous voyons renaître ce projet pour lequel S. Bernard demanda le plus grand secret pendant la période d'élaboration afin d'éviter le jeu des usuriers auxquels elle est appelée à porter un coup funeste.

« C'est dans un temps malheureux comme celui-cy qu'il faut l'entreprendre, il est favorable pour la réussite, les Hollandais l'ont établie dans un temps pour le moins aussy malheureux ; j'auray l'honneur de vous expliquer les raisons pourquoy la réussite en est plus seure dans un temps de calamité que dans un temps heureux.... »

par contre-coup, celles de Paris et de Marseille. Il écrivait au contrôleur général : « Donnez-moi vos ordres pour la conduite que je dois tenir pour les prolongations et pour tout ce qui peut concerner MM. Bernard et Nicolas que j'ai toujours considérés comme des personnes à vous et qui ne font qu'exécuter vos ordres. » Les paiements des Rois furent prorogés au 1^{er} avril, mais le désastre ne restait pas moins menaçant. Le 27 mars, M. Trudaine écrivait que le discrédit des billets s'augmentait de jour en jour et qu'il était nécessaire d'avoir des fonds pour y pourvoir. Il ajoutait même assez naïvement que « le jour où les billets perdraient très peu ou ne perdraient plus rien, l'argent se remettrait en mouvement, et les billets rendraient des services réels. »

Pendant ce temps, Bernard ne se décourageait pas ; le retour de ses correspondants Castan et Lullin rassura pour quelques jours le commerce, mais, dès le commencement d'avril, le papier de Bernard était refusé sur les places de Lyon et de Marseille¹, les billets de monnaie perdaient 50 p. 100 et le crédit public eût été ruiné pour de longues années dans ces deux cités si commerçantes, et à Paris, si le contrôleur général n'avait aidé Samuel Bernard à faire face à un découvert de 30,000,000².

Aucun document ne rend aussi bien compte du caractère de notre financier que sa correspondance avec le contrôleur général à la veille de la catastrophe. Il demande le 8 mars 10,000,000 de fonds sur le contrôle des actes. « Mes amis, affirme-t-il, continuent de m'assurer que je seray bonne figure à l'ouverture du paiement à Lyon, si je peux les avoir au plus tost pour prendre les arrangements nécessaires. » Il apprend que le service d'Espagne n'est pas assuré et il offre le 23 mars de le faire « non pas à dessein d'y profiter mais seulement pour avoir le plaisir d'être bon à quelque chose ». Il supplie en même temps de délivrer un ordre pour lui faire avoir les contrats des 800,000^{fr} et

1. Voir dans A. de Boislisle, 4^e partie, bonnes pages, lettres de M. Ravat, 8, 11 et 18 avril et une lettre de M. le maréchal de Villeroy, gouverneur de Lyon, 10 avril. Le 28 du même mois le maréchal écrivait : « Je suis encore plus instruit que je ne l'étois de l'affaire de Bernard par un de nos Lyonnais qui est arrivé. Vous le sortirez d'affaire : mais il faut que vous essayiez de lui donner des effets plus commercables et que vous ne suspendiez pas d'un moment les secours que vous pourriez lui accorder. » Le 12 du même mois les échevins et le député du commerce de Marseille rendent compte du contre-coup éprouvé sur leur place.

2. Dans une lettre du 6 juillet S. Bernard évalue son découvert à 38 millions.

un autre des 200,000 ^{fr} de rentes au denier 20 sur l'Hôtel de Ville pour l'indemnité des 20 millions des billets de monnaie.

Le premier avril, M. Le Rebours lui avait remis 6,191,801 ^{fr} 0^s 6^d dont il demandait le complément jusqu'à concurrence de 10,000,000 sur le contrôle des actes en acompte des sommes fournies par lui l'année précédente.

Il se plaint (11 avril) que ceux qui ont pris ses lettres et qui ont ses billets de monnaie en nantissement ont négocié ses lettres et gardé les billets; il prie le contrôleur général d'apporter à cette situation un remède sûr et d'ordonner à l'intendant ou au prévôt des marchands de faire « dire à ceux qui ont des billets en nantissement qu'ils les leur rapportent incessamment et qu'ils contenteront avec lesdits billets ceux qui sont porteurs de lettres de change ».

Mentionnons aussi une curieuse lettre en date de Lyon du 25 avril, adressée par un sieur Roubiliac à Desmaretz, qui ayant appris par le bruit commun que les sieurs Bernard et Nicolas devaient, en cette ville, à Genève et ailleurs des sommes considérables qu'ils avaient employées à des entreprises qui regardent le bien de l'État et dont ils ne pouvaient encore être remboursés, avait cherché un remède convenable pour pourvoir au remboursement sans toucher au Trésor royal et sans qu'aucun des sujets du Roi en soit incommodé. Il est persuadé d'avoir trouvé ce remède par lequel chacun s'empressera de donner son argent par le gros avantage qui en reviendra, et le Roi y trouvera le sien puisque ce qu'il en coûtera à Sa Majesté annuellement ne reviendra tout au plus qu'à 5 p. 100.

Il s'en faut, comme bien l'on pense, que les négociations avec les créanciers de Samuel Bernard se soient passées sans donner prise à des actes de mauvaise foi ou de spéculation. Le sieur Lullin qui s'était fait fort de solder le bilan du financier en donnant des rentes sur le contrôle des actes et 20 p. 100 sur l'Hôtel de Ville pour la perte sur les billets de monnaie avait tout au contraire, dès son retour à Lyon, animé tous les créanciers qui menaçaient de vendre, au cours de la place, les billets de monnaie qu'ils avaient ou prétendaient avoir en nantissement. Pour couper court à cette situation sans issue, Samuel Bernard pria le contrôleur général (23 mai¹) de faire donner ordre « à tous ceux qui disent avoir des billets de monnaie en nantissement de les

1. A. de Boislisle, 4^e partie, bonnes pages, n° 422.

SAMUEL BERNARD.

représenter en 24 heures par devant M. l'intendant et M. le prévôt des marchands. Au lieu de 18 à 19 millions, il ne s'en trouverait pas pour 2 millions, et, faute par eux de les représenter, ils seraient tenus de rendre pour autant de mes lettres de change, et que, à ceux qui les représenteraient on retirerait lesdits billets de leurs mains et on leur donnerait des assignations à long terme avec les intérêts ». De cette façon un grand nombre de lettres de change seraient retirées de la place de Lyon. Une perte de 20 p. 100, que les créanciers de Samuel Bernard avaient la prétention de lui faire subir sur les billets de monnaie, soit une somme de 4 millions, lui serait épargnée et il était facile à M. l'intendant d'ordonner que les sieurs Lullin et Castan restituent 4 millions de lettres de change qu'ils avaient de trop. Ceci mettait fin aux pertes immenses qui résultaient de la vente de billets de monnaie qui n'avaient jamais existé. N'avait-il pas d'ailleurs arrêté ses comptes avec ses deux commissionnaires et s'ils trouvaient quelque chose à redire, n'était-il pas juste et conforme aux traditions usitées dans le commerce qu'ils viennent compter chez leur commettant et non pas leur commettant chez eux.

Une note marginale écrite de la main même de Desmaretz, le 4 juin, sur une lettre de Samuel Bernard, établit que les juges consuls ont été invités à ajourner à deux mois les assignations et poursuites que Lullin réclamait contre son ancien chef; cette lettre est ainsi conçue :

MONSIEUR DESMARETZ A MESSIEURS LES JUGES ET CONSULS.

Le sieur Samuel Bernard étant en termes d'accommodement avec les porteurs des lettres et billets qu'il a négociés sur la place de Lyon pour ce paiement, il est nécessaire que vous nous renvoyiez à trois mois, à compter d'aujourd'hui, les causes qui peuvent être ou qui seront portées devant vous concernant lesdites lettres et billets, afin que l'inquiétude ou la mauvaise volonté de quelques particuliers ne puissent empêcher la conclusion d'une affaire aussi considérable pour le commerce.

Quelles effroyables préoccupations devaient hanter l'esprit de Desmaretz au moment où éclatait ce désastre financier qui coïncidait avec les humiliantes conditions qu'auraient voulu, à la suite de nos défaites, nous imposer le pensionnaire Heinsius et Marlborough; la France était menacée de tomber au rang des puissances de second ordre.

C'est à la nouvelle de l'échec des négociations du ministre de Torci¹ que Samuel Bernard écrivait (4 juin) à Desmaretz qui avait dû, les larmes aux yeux, convenir que dans le désarroi des finances et de l'armée tous les malheurs étaient à redouter : « J'ai appris avec douleur les cruelles demandes que les ennemis font pour la paix. Je conçois, avec bien du chagrin, l'embarras où cela vous met; voyez, Monseigneur, à quoy je vous puis être bon pour des fonds et où vous en aurez besoin. J'espère être en état de vous rendre service le mois prochain. Je me mettray au feu pour y réussir. Je vous supplie très humblement, Monseigneur, de n'en pas douter un moment et d'être persuadé de l'attachement que j'ai pour Votre Grandeur. Je vous supplie encore très humblement, Monseigneur, de l'éprouver. »

Après que Lullin et Castan eurent mis en œuvre, avec une obsédante habileté, les manœuvres les plus perfides contre leur débiteur, le sieur Clapeyron réunit un grand nombre de lettres de change de S. Bernard et menaça de le poursuivre bien que ces lettres fussent nanties de billets de monnaie. « N'allez pas vous excuser, lui écrivait-il, *que vos affaires sont celles du Roi, nous sommes bien instruits que le grand ministre qui gouverne aujourd'hui ne les regarde pas comme telles. Il prétend au contraire de vous avoir avancé ce qui peut vous être dû.* Il vous a payé à l'ordinaire, en effets aisés à négocier que vous devez convertir en argent ou, si votre crédit n'est plus assez fort pour y réussir, convenés avec vos créanciers, pour ce qu'il leur en peut coûter pour faire les fonds nécessaires pour acquitter ce qu'ils ont emprunté pour vous prêter. » Le double de cette lettre fut envoyé au contrôleur général.

Pour éviter des poursuites et mettre fin à cette situation, le banquier du Trésor royal qui, à la date du 20 juillet, avait déjà amorti sa dette de 20 ou 21 millions, adressa le 3 septembre pour lui, en sa qualité de secrétaire du Roi et pour son associé le sieur Nicolas, un placet² demandant « qu'il plaise à Sa Majesté de leur accorder une surséance de trois années pour le paiement de leurs lettres de change, tirées sur Bertrand Castan, banquier de la ville de Lyon, payables dans les deux derniers paiements de Rois et de Pâques de la présente année, avec défense aux porteurs de faire aucunes poursuites, tant contre eux, que

1. *Mémoire de Torci*, p. 555-635.

2. A. de Boislisle, 4^e partie, bonnes pages, n° 550.

contre ledit Castan, pour raison de ces mêmes lettres ou des engagements particuliers dans lesquels ils pourroient être entrés pour la garantie. Les suppliants représentent que, *pour le service de S. M. et le payement de ses armées ils ont été obligés d'emprunter des sommes très considérables et de renouveler ces emprunts*, en sorte qu'ils se sont trouvés avoir tiré sur le sieur Bertrand Castan, banquier de Lyon, pour 36 millions de lettres, payables dans les deux derniers paiements des Rois et de Pâques de cette année; que, pour avoir ce crédit ils ont remis entre les mains de plusieurs des prêteurs pour plus de 18 millions de billets de monnaie, que S. M. leur ayant fait remettre des assignations pour le surplus en faisant recevoir les billets de monnaie pour argent comptant dans les monnoies, ils avoient lieu d'espérer de sortir avec honneur de tous ces engagements, mais la plupart de leurs créanciers n'ont voulu recevoir ces billets de monnaie et ces assignations qu'à des conditions si désavantageuses pour les suppliants qu'il ne leur a été possible de les accepter qu'en s'exposant à une ruine évidente et prochaine. Et comme ils ne se trouvent dans cette situation que pour raison du service, ils ont lieu d'espérer qu'en justifiant, comme ils font, qu'ils ont des effets beaucoup au delà de ce qu'il en faut pour acquitter les lettres en question, S. M. voudra bien leur accorder une surséance de trois années, pour pouvoir convertir lesdits billets de monnaie et assignations en deniers et les donner auxdits créanciers en leur payant cependant les intérêts. Et comme la plupart desdits billets sont entre les mains des créanciers par forme de nantissement, on demande qu'il leur soit défendu de s'en dessaisir et de les négocier à perte, sauf à les porter aux hôtels des monnoies avec des espèces anciennes conformément à l'édit du mois de mai dernier; auquel cas lesdits créanciers seront tenus d'en tenir compte sur le contenu auxdites lettres. »

Le 22 septembre copie de l'arrêt fut envoyée par le contrôleur général à M. Trudaine avec mention de ne remettre la minute chez le secrétaire d'État qui devait en signer l'expédition, que lorsqu'on le jugerait nécessaire. Le 28, M. Trudaine répondit qu'il était bon de tenir cet arrêt secret et qu'il n'y aurait sans doute pas lieu d'en faire usage d'autant que Lullin était tombé presque d'accord avec Bernard. Douze jours après, le 10 octobre, Lullin mourait à Lyon, après avoir signé avec Bernard un arrangement que ses héritiers exécutèrent et s'offrirent aussitôt à remplir (Lettres de M. Trudaine, 10 et 22 octobre). Le sieur

Fizeaux, associé de Lullin, put s'enfuir à Genève en dépit d'une lettre de cachet décernée contre lui, et, au dire de S. Bernard, avec la connivence de M. Trudaine qui lui aurait toujours été hostile et aurait contrecarré toutes ses opérations (Lettres de Bernard et de M. Trudaine, 18 et 29 octobre, 7, 19, 21 et 29 novembre, 5 et 28 décembre). Les lettres des 11, 22 et 28 janvier 1710 nous montrent Bernard demandant qu'un sauf-conduit fût donné à Fizeaux, alors détenu dans les prisons de Genève, pour qu'il pût comparaître en France devant les arbitres et devant les juges ordinaires.

Dès lors, le crédit de Bernard reprend le dessus, et nous le trouvons très en faveur auprès de ses correspondants de Hollande et d'Anvers (6 décembre). Il se dispose à fournir pour la Flandre 400,000^{fl} le mois suivant, et demande au contrôleur général de lui payer 660,000^{fl} d'assignations sur la monnaie échues depuis un mois (17 décembre). Pendant ce temps la situation de Lyon se liquide grâce aux traites demandées à Crozat à qui, en raison d'un procès qui les avait désunis, on laissait ignorer qu'elles étaient demandées pour Samuel Bernard (10 janvier 1710). Il réclame au sieur Castan 4,279,386^{fl} d'espèces et de plus 400,000^{fl} qui lui sont dues pour le paiement des Rois en 1709. Pour arbitrer cette affaire, il prie M. Clapeyron de rendre une sentence (7 février); celui-ci refuse cette avance mais, tout nous porte à croire qu'ils ne tardèrent pas à se réconcilier, puisque le 28 juin, il sollicite pour lui une grâce au contrôleur général. A la fin de cette année, Castan s'enfuyait à Genève, grâce à la complicité du prévôt des marchands. « Je sais à n'en pas douter, écrit Bernard le 19 décembre, qu'il a aidé à son évasion; j'en dirai le détail à votre Grandeur quand il lui plaira; je l'ai caché jusqu'à présent parce que je ne suis pas bien aise de me faire des ennemis, j'ai déjà assez d'envieux qui sont fâchés que je puis rendre le petit service qu'aucun d'eux ne peut faire... » Il demande, le 20 avril 1711, que l'intendant fasse arrêter M^{me} Castan qui se dispose à venir à Lyon d'où elle ne tardera pas à enlever tous les effets de son mari. N'est-elle pas, en effet, complice de la banqueroute de Castan, ayant diverti ses effets et, de plus, n'est-elle pas coupable d'avoir fui du royaume sans passeport? Un mémoire que nous trouvons dans la correspondance, sous la date du 30 août, relate la condamnation de Castan aux galères perpétuelles.

Pendant cette année et la suivante il fait des avances pour la Flandre qui s'élèvent à 1,000,000^{fl} par mois, et qui parfois, en juillet 1712,

par exemple, dépassent cette somme. Nous le voyons en correspondance pour ces mouvements de fonds avec des banquiers d'Amsterdam (25 mai 1713) et de Hambourg (11 février 1713). Au mois d'août de cette même année il lui était dû 7,386,422^{fl} sur lesquels 600,000^{fl} représentaient une ordonnance d'indemnité et 241,408^{fl} figuraient pour le compte des intérêts des retards et pertes d'escompte pour 1711 et 1712. Nous le voyons enfin le 30 juin 1715 demandant qu'on lui assigne le plus tôt possible et le plus que l'on pourra sur les secrétaires du Roi, sur la chancellerie et sur le clergé.

Les relations de Samuel Bernard avec le Trésor royal au temps de la régence et sous le règne de Louis XV (1715-1739).

Il ne nous appartient pas de faire, en ce moment, l'historique des finances, dès le début de ce règne, et de raconter par le menu les spéculations qui se produisirent avec le système du financier Law, lequel avait pour Samuel Bernard une visible antipathie, comme nous le montre le Journal de Dangeau. Qu'il nous suffise de rappeler les décisions de la chambre de justice de 1716 relatives à Samuel Bernard et de reproduire deux documents de forme assez étrange qui, mieux qu'en de longs discours, dépeignent l'état des esprits à cette époque. Le mémoire que Samuel présenta au roi en 1718, quelques extraits du Journal de Barbier et enfin plusieurs pages d'un manuscrit contemporain nous permettront de combler, autant que possible, une lacune qui existe dans les boîtes de correspondances aux archives nationales.

LE

PRESSOIR DES ESPONGES DU ROY

OU

*La Recherche faite par la Chambre de Justice établie en 1716 contre les
Abus, Malversations et Péculats commis dans les Finances de Sa Magesté.*

Le dessin représente une presse au-dessus de laquelle le Roi est assis
ayant à sa gauche la loi, et à sa droite la justice.

Sur la spire de la presse, flotte une banderole portant ces mots : *Rende
au Roi..... qui appartient au.....*, et, sous le plateau de la presse, des
éponges représentent les figures des financiers, d'où sortent des écus qui
viennent s'écouler dans les coffres placés sur le devant.

Ces sangsues icy Pressoirez,
Sont les Pirates de la France
Qui regorgent les flots dorés
De nos Trésors en abondance.

* * *

LE BEAU ET JOLI BRANLE NOUVEAU

DES CONCUSSIONNAIRES DANS LES FERMES DU ROI

Nostre joie fut de bien danser
Autrefois le bon branle,
C'étoit un plaisir sans danger
Qui nous mettoit en branle,
Mais aujourd'hui par contre temps
La finance et tout nostre argent
A cors et à cry on demande
Peut-on nommer ce party là
Un beau et joly branle.

L'examen de tous nos papiers
S'est fait en diligence,
Les ouvriers de tous métiers
Y vinrent en affluence,
Se plaindre de nos actions,
Découvrir nos concussions,
En demander vengeance.
Voilà où nous sommes réduits
En quittant la finance.

La vente de tous nos effets,
Fut aussitôt en branle,
On en publia les projets
En affiches, et l'on tremble
D'entendre avec bien des raisons,
En public et dans les maisons,
Qu'il nous faudroit nous pendre,
Mais sans appel comme d'abus
Ce party on va prendre.

Le souvenir de nos bonheurs
Aujourd'huy nous étrangle,
C'est maintenant un grand malheur
Qui nous suit et nous sangle :
Au tribunal souverain
Dont le pouvoir est très certain
Pour rendre la justice
Et de punir les défauts
Qu'a fait nostre malice.

Associez en nos intérêts
Qui estes à la campagne
Des frians vins et mis au frais
De la belle Champagne.
Privez vous en dès à présent
Car on regarde sur le champ
Le tein et le visage
Pour ne point passer comme nous
Dans ce fâcheux passage.

Que la dépense soit réglée
Dans toutes vos familles,
Vous goûterez la félicité
De vos champs très fertiles

Vous ménagerez les pauvres gens.
Par là, des villes et les manans
Crevez par les misères
Que votre exaction a causé
Dans toutes leurs affaires.

Le 20 janvier 1718 Samuel Bernard présenta un mémoire concernant toutes les opérations qu'il avait faites depuis la mort du roi, Louis XIV. Nous lisons dans cet intéressant document qu'à la demande du Régent il fit verser, dès le mois de septembre 1715, à la caisse de l'extraordinaire, tous les fonds qu'il put trouver, et bien qu'il fût en avance de sommes considérables, il parvint à fournir aux troupes d'abord 500,000 [#] par mois, puis, pour les derniers 6 mois de 1715, 1,000,000 [#] avec le concours de ses correspondants et créanciers qui étaient alléchés par la promesse du duc de Noailles « de luy assigner incessamment sur de bons fonds ce qui luy estait deub de vieux ».

Au commencement de 1717, aucune assignation n'avait encore été faite sur les avances de Samuel et le contrôleur général ne lui demanda pas moins non seulement la continuation d'un service de 1,000,000 [#] par mois, mais encore la fourniture de 2,000,000 [#] pour les mois de juillet, août et septembre qui sont les mois stériles pour les recouvrements, lui promettant « qu'au mois d'octobre 1717, tout ce qui luy estait deub de vieux lui serait seurement assigné ». Notre financier, de concert avec ses correspondants, exécuta ponctuellement ce service et fut bien surpris — ou du moins affecta de l'être — de ne recevoir, au terme d'octobre, aucune assignation mais seulement un mot du duc de Noailles, lui disant qu'« il n'avait aucun fonds, mais que s'il voulait lui en indiquer, par quelque moyen convenable, il satisferait volontiers à sa parole ». C'est alors que Bernard « proposa de faire tenir des espèces et matières d'or et d'argent des pays étrangers pour porter aux monnoyes du royaume, qu'il rendrait compte, de cleric à maitre, du prix qu'elles lui auroient coûté et que le surplus qu'elles produiraient luy serait donné acompte de ce qui luy est deub de vieux, ce qui fut accepté par M. le duc de Noailles ». A peine ces achats étaient-ils organisés que sous le prétexte de la baisse des changes le contrôleur général enjoignit au financier d'en suspendre l'exécution. Le chiffre d'ac-

quisition ne se montait à ce moment qu'à 900,000 ^{fr} qui ne parvinrent à Paris qu'après bien des péripéties : les 4 vaisseaux sur lesquels elles étaient chargées avaient été, pendant plus de 6 semaines ou 2 mois, battus par la tempête et arrivés à Rouen « ont été retenus par les glaces, plus d'un mois, n'osant pas les faire venir par terre, de crainte des voleurs ». Samuel Bernard demanda donc, à la suite de tous ces retards, l'autorisation de faire porter ces 900,000 ^{fr} aux monnaies et de tirer, après avoir rendu son compte, le bénéfice qui tiendra « *ses correspondants dans un esprit de confiance*, afin de s'en servir dans toutes les occasions où il aura besoin d'eux pour rendre service à son altesse royale ».

Pour remplir une lacune qui existe aux archives nationales dans la correspondance de Samuel Bernard entre le mois de mars 1720 et le mois d'octobre 1721, nous reproduisons ci-dessous un extrait de la Chronique de la régence et du règne de Louis XV (1718-1763), ou Journal de Barbier publié sous la date du mois de décembre 1720.

« 11 Décembre. — On parle fort de changement dans les finances. Law ne tient pas à grand'chose. Son parti est bas ; on dit que M. Croizat et les Paris, Sambahel Bernard, *garde du Trésor royal*, sont très bien ensemble pour le perdre et offrent entre eux 60 millions.

« Cette nouvelle vient de m'être confirmée par la lettre d'un directeur de la compagnie des Indes, lequel alla voir hier au soir Law, et lui marqua le chagrin qu'il avait de ce qu'il les quittait. Law lui répondit que s'il ne se mêlait plus des affaires, d'autres s'en mêleraient. M. le Duc et le duc de la Force étaient avec lui : ce sont ses protecteurs ; on appelait le duc de la Force son 1^{er} commis.

« La nouvelle était, hier au soir, qu'il était exilé et relégué à une terre. Si, une fois, il perd sa place je doute qu'il aille bien sans être victime de ceci. Il a fait bien du mal, il a beaucoup d'ennemis et surtout le Parlement.

« 14 Décembre. — Le changement est véritable ; M. Law n'est plus en place. On dit que c'est lui qui a demandé à se retirer et à n'avoir plus ce poste.

« M. Le Pelletier de la Houssaye, conseiller d'État et à présent chevalier de M. le Régent, est contrôleur général des finances ; sous lui, M. d'Ormesson, beau-frère de M. d'Aguesseau, chancelier, et M. de Gaumont, chef du conseil de M. le prince de Conti, tous deux maîtres

des requêtes; MM. Croizat et Bernard à la tête de la compagnie des Indes, ce sont deux hommes puissamment riches. Avant que Law fût ici ces deux hommes étaient riches de plus de 10 millions chacun. Samuel Bernard est au demeurant un grand fripon qui a été cause, en 1709, d'une banqueroute de 20 ou 30 millions, qui se fit tant à Lyon qu'à Genève; au surplus, il a 80 ans, il ne sera pas longtemps dans cette place.

« On dit qu'ils associent avec eux 5 ou 6 gros négociants de Saint-Malo. Cela pourra peut-être à la fois faire une compagnie considérable pour le commerce. »

Signalons encore, sous la date du mois d'août 1725, le Journal de Barbier¹, qui relate des appréciations sur l'attitude de Samuel Bernard pendant la famine.

« On fait une réforme dans le gouvernement. M. d'Ombreval, lieutenant de police, a été révoqué samedi, 25. C'est peut-être parce qu'il a dit bien des impertinences dans les marchés, comme : que le pain viendrait à dix sols; qu'il n'y avait qu'à donner des choux aux enfants villageois qui n'avaient pas de quoi avoir du pain; et d'autres sottises semblables. Mais l'on dit que c'est lui seul qui avait fait le manège du pain; qui défendait aux fermiers d'apporter des blés, afin de faire vendre cher du blé que Samuel Bernard et les Paris avaient en magasins, eux et quelques autres; et que M. le Duc n'en savait rien. Voilà ce que je ne crois pas : c'est bon à faire accroire au peuple. Un lieutenant de police ne pourrait pas faire ce manège huit jours, s'il n'était soutenu du ministre. Ils ont voulu tirer de l'argent; et après l'avoir fait, ils ont sacrifié politiquement le lieutenant de police pour faire tomber sur lui l'iniquité. »

Le document d'archives le plus récent sur Samuel Bernard est une pièce manuscrite, datée du 29 avril 1732 (Bibl. nat. fr. nouv. acq. n° 2001), qui contient une énumération de diverses fournitures faites pour la Suisse et aussi un état de ce qui lui est dû pour « indemnité, changes, frais et commission sur les sommes qu'il a fait payer d'ordre de Monseigneur le garde des sceaux à Messieurs les ambassadeurs et ministres du roi dans les cours étrangères ».

1. Charpentier, t. I, p. 404.

Il n'est pas inutile, pour se donner une idée des difficultés des changes et de l'importance de la rémunération des services à cette époque, de relever le coût de ces opérations pour les différents pays :

	Pour cent.
Pour Bruxelles	54
— Londres	75 $\frac{5}{8}$
— Amsterdam	72 $\frac{1}{8}$
— Hambourg	65
— Copenhague	64 $\frac{7}{8}$
— Stockholm	35 $\frac{3}{4}$
— Pétersbourg	84 $\frac{11}{16}$
— Dantzig	46 $\frac{1}{3}$
— Berlin	44
— Brunswick	42
— Munich	37 $\frac{2}{3}$
— Vienne	40 $\frac{2}{3}$
— Ratisbonne	42 $\frac{1}{4}$
— Mayence	43
— Genève	78
— Turin	25 $\frac{1}{8}$
— Gènes	80 $\frac{3}{8}$
— Venise	64 $\frac{1}{4}$
— Rome	66 $\frac{1}{3}$
— Milan et Florence	70 $\frac{1}{8}$

Le prix de 84 $\frac{11}{16}$ p. 100, — (ces $\frac{11}{16}$ sont décidément tout un petit poème), — ne semble pas, étant donnée l'époque, dans une mesure relative trop exagérée s'il s'agit de Saint-Petersbourg, mais nous trouvons véritablement élevés les changes sur les grandes villes de banque : Bruxelles, Londres, Amsterdam, Hambourg, Genève, Gènes et Venise.

Un très intéressant manuscrit intitulé *Projets des finances pour l'acquit des dettes de l'État 1715-1716-1717* (Bibl. nat. fr. 7765) renferme des : *Réflexions sommaires sur l'administration des finances pendant les deux guerres* ; on y peut constater que les remises et les frais de recouvrements extraordinaires coûtaient $\frac{1}{6}$ en dedans et 2 sols pour livre en dehors. C'est ainsi que pour une somme de 12,000,000^{fr}, le traitant de l'extraordinaire en percevait d'abord 2 pour sa com-

mission de 1/6 et de plus 1,200,000 [#] du chef des deux sols pour livre.

Le même document parlant du discrédit dans lequel étaient tombés les papiers royaux, s'exprime ainsi au sujet des billets de monnaie :

« Ces billets qui n'étaient qu'un fonds imaginaire ont produit des secours très réels et très présens sans rien tirer des peuples.

« Dans les commencemens, des billets de monnoye ont été recherchés au préjudice de l'espèce, l'on donnoit jusqu'à 10 [#] pour avoir un billet de monnoye de mil livres par préférence à la même somme en argent et leur crédit venant à diminuer de jour à autre, la perte en a été portée jusqu'à 66 p. 100, ce qui revenait au 2/3 de leur valeur.

« Dès ce moment, l'espèce monnoyée a cessé de paroître dans le commerce et c'est dans ce même temps que le discrédit de ces billets a pensé causer la perte de l'État.

« A l'égard des assignations du Trésor royal, elles n'ont pas eu un succès plus avantageux quoiqu'il fût bien plus aisé d'en soutenir le crédit que celui des billets de monnoye.

« Les assignations étaient tirées sur des fonds réels, et l'ordre seul que l'on pouvait garder dans la distribution de ces sortes de papiers aurait suffi pour en soutenir le crédit au pair de l'espèce.

« Mais, faute d'ordre ou par faveur, elles ont souvent été tirées doubles sur le même fonds ou bien tirées sur des fonds incertains.

« Le défaut de paiement des unes a détruit le crédit de toutes en général et elles sont à la fin tombées comme les billets de monnoye à 66 p. 100 de perte.

« C'est de ce dérangement que sont venues les grandes pertes que l'on a faites sur les assignations.

« Ce papier a été le plus généralement défendu, il en a été distribué dans le public pour des sommes bien plus fortes que toute autre sorte de papier, c'est pourquoi il a causé plus de perte.

« Le plus grand mal de cette perte est qu'elle est presque toujours tombée directement sur le Roy au lieu que celle des billets de monnoye n'est tombée que sur les particuliers. »

Ce curieux chapitre se termine par les réflexions suivantes :

« On en découvrirait d'autres presque aussi fortes si l'on entrait dans la discussion de toutes les malversations de ceux qui ont fait des entreprises pour le service de la France et qui l'ont également ruinée par la perte des hommes et par la dissipation de l'argent.

« La connaissance de tant de désordres supportés malgré la disette des denrées les plus nécessaires à la vie, et les fâcheux événements de la guerre prouve clairement que les forces du royaume seront inépuisables lorsque quelques années de paix auront donné les moyens de rétablir dans l'administration des finances un ordre nécessaire que les pressants besoins de l'État pendant la guerre ont fait négliger. »

Nous n'avons cru pouvoir mieux faire que de terminer ce mémoire par les appréciations d'un contemporain de Samuel Bernard qui paraît très versé dans les questions de finances.

En toute cette étude, comme nous en avons fait profession dès le début, nous nous sommes efforcé de juger avec impartialité le personnage *du banquier du Trésor royal* qui semble avoir échappé jusqu'ici à une définition précise de la part des historiens ; puissions-nous mériter de ceux qui voudront bien nous lire le seul éloge que nous ambitionnons, celui d'avoir fait une œuvre lisible, documentée et « de bonne foy ».

ANNEXE

Nous extrayons les quelques lignes ci-dessous d'un mémoire inédit que possède M^{me} Pelouze, de Chenonceaux, et qui a pour titre : *Notes de l'abbé Lecomte sur Chenonceaux*¹.

M. Dupin avait le ton, les manières et l'urbanité françaises, qui se fortifiaient dans le service. S'il fut resté dans la troupe, son service lui eût, sans doute, procuré de l'avancement, mais il n'eût jamais fait la fortune immense et rapide dont il a joui. Ce fut son heureuse étoile qui le dégoûta des armes, et ce fut, par suite de cette heureuse influence, qu'il s'offrit à lui une occasion unique de montrer, dans tout son jour, son urbanité. C'est à cette urbanité qu'il dut l'opulence dont il a joui, je puis plus sûrement en parler que tout autre, le tenant de M^{me} Dupin, elle-même.

M^{me} Desfontaines, amie intime du riche et vieux Samuel Bernard, le plus opulent particulier du royaume, avait marié l'aînée de ses quatre filles au comte de Barbançois. Cette jeune dame, en revenant des eaux pour se rendre à Paris par Châteauroux, tomba malade dans l'auberge où elle était descendue; M. Dupin l'apprend. Quoiqu'il ne la connût point, il alla lui offrir sa maison comme lui offrant beaucoup plus de commodités que l'auberge où elle était. M^{me} de Barbançois refusa longtemps, mais sur de nouvelles instances réitérées de la meilleure grâce du monde, de la part de M. Dupin, se sentant assez mal pour craindre que la maladie ne devint longue et sérieuse, comme il arriva, accepta. Elle se rendit chez lui avec ses deux domestiques. M. Dupin envoya chercher le médecin le plus expérimenté, et tous les soins et secours les plus empressés et les plus prompts furent mis en usage. Comme il voyait son aimable malade s'affliger de n'être pas auprès de sa bonne maman, il lui écrivit de manière à la faire venir, sans cependant alarmer cette tendre mère. Ainsi le voilà hôte de la mère, de la fille, du mari qui s'y rend ensuite et de tout le monde.

1. L'abbé Lecomte fut curé de Chenonceaux avant et après la Révolution de 1793.

Attentions inouïes, complaisances sans fin, prévenances sans nombre, soins assidus, secours de toute espèce, tant pour la malade que pour la mère et le mari, ainsi que pour leurs gens, se trouvèrent chez lui, sans vouloir souffrir que les dames fissent aucune avance et sans vouloir recevoir aucun remboursement.

Le danger de la maladie ayant cessé, la convalescence mit M^{me} Desfontaines à même de mieux apprécier M. Dupin. Elle lui trouva tant d'excellentes qualités qu'elle lui accorda son amitié sans réserve; son fils, ses filles n'étaient pas plus chers à son cœur que ne le devint M. Dupin par ses charnants procédés et par la grâce qu'il mettait dans tout ce qu'il disait ou faisait. La malade partagea les sentiments de sa mère et quand elles étaient seules elles n'étaient occupées que de savoir comment elles pourraient reconnaître, l'une et l'autre, un service aussi signalé et aussi désintéressé. Quand M^{me} de Barbançois fut rétablie, M. Dupin porta la galanterie jusqu'à lui en donner une preuve aussi brillante que bien entendue. Il eut bien désiré l'accompagner jusqu'à Paris, mais arriéré, dans ses travaux, par la cour assidue qu'il avait faite à ces dames, il fut obligé de rester chez lui avec promesse respective de s'écrire à chaque relais et qu'il irait aussitôt que possible à Paris.

Ces dames, en y arrivant, racontèrent à tous leurs amis et particulièrement au vieux Samuel, la réception attentive, généreuse et pleine de grâces de M. Dupin. La manière dont elles la racontaient, ajoutait encore à ce qu'elle avait été, de sorte que le bon Samuel, sans connaître M. Dupin, se prévint favorablement pour lui. M. Dupin ne tarda pas à se rendre à Paris. On se persuade aisément comme il fut accueilli. Son esprit répondant à un extérieur très agréable, à une conversation solide, à des connaissances très étudiées en finances, achevèrent de lui gagner le cœur de Samuel Bernard, de sorte que, non seulement il approuva le projet de M^{me} Desfontaines, d'en faire son gendre, mais il l'en pressa, promettant de lui faire avoir, en faveur de ce mariage, les deux charges de receveur général des finances de trois évêchés, places aussi agréables que lucratives.

M^{me} Desfontaines ne voulut point demeurer en reste avec M. Dupin en galanterie. Elle lui fit connaître sa bonne volonté et le prix qu'elle attachait à sa gracieuse réception, d'une façon aussi charmante que délicate. Le soir, au dessert, comme il n'y avait que Samuel et sa fille Barbançois, elle fit présenter par ses trois jeunes filles, qu'elle avait envoyé chercher au couvent, des corbeilles remplies des plus belles fleurs à M. Dupin, comme le tribut de sa reconnaissance. Dans celle présentée par celle qu'elle lui destinait pour épouse, était un billet portant ces mots : *elle est à vous, si elle vous plait, puisse-t-elle m'acquitter envers vous*, car malgré l'âge de M. Dupin, M^{me} Desfontaines avait déterminé cette charmante personne, quoiqu'elle n'eût que quinze ans, à l'accepter pour époux, par la manière dont elle lui avait raconté les procédés attentifs qu'il avait eus pour sa sœur et pour elle. M. Dupin se jeta aux genoux de M^{me} Desfontaines dont il baisa la main et elle lui permit, après l'avoir embrassé, d'en faire autant à ses enfants. Il n'est pas jusqu'au vieux Samuel qui n'en voulut faire autant. Le mariage se conclut, et, dès cet instant

Samuel devint le chaud protecteur de M. Dupin. Si M^{me} Desfontaines ne s'était point trompée dans le choix qu'elle fit de lui pour son gendre, elle ne le trompa pas non plus dans le cadeau qu'elle lui fit, car son aimable fille avait des grâces et des charmes infinis, était très belle et promettait d'embellir encore, et annonçait qu'elle serait un jour une femme célèbre par son esprit rare et solide, par son jugement fin et délicat et par ses manières aisées et engageantes.

L'âge de M. Dupin était compensé par tant de belles qualités qu'elle ne s'en aperçut point. Devenue, par son mariage, mère avant de l'être, le fils de M. Dupin trouva dans son affection toute la tendresse d'une vraie mère comme M. Dupin toute la tendresse d'une femme vertueuse. M. Dupin sut parfaitement apprécier le trésor que la reconnaissance lui avait offert. Il vit avec joie les rares et précieuses qualités qui ont tant distingué M^{me} Dupin se développer chaque jour de plus en plus. C'était l'union la plus parfaite quoique la plus disproportionnée. M. Dupin n'était pas un homme ordinaire. Sa capacité, son intelligence, son talent en finances, son esprit d'ordre, son amour du travail, son assiduité, ses manières aisées, ses prévenances, ses attentions pour le vieux Samuel lui firent obtenir en 1726 une des dix places de fermier général dont Samuel Bernard avança le cautionnement de 500,000 fr. sur sa simple reconnaissance. Il en prit possession, au retour d'un voyage en Lorraine, où il avait mené sa jeune épouse qui fit les délices de cette province, pendant qu'elle y séjourna, et de tous les lieux où elle passa ; car il est bon d'observer que, depuis son mariage, un penchant inné pour les sciences l'avait fait se livrer à l'étude de toutes, même des plus abstraites.

L'auteur de la Vie privée de Louis XV dénature la vérité par rapport à la reconnaissance des 500,000 fr. de cautionnement. Mon respect pour les vertus réelles de M^{me} Dupin me commande de raconter la chose telle qu'elle est. Étant allée voir sa mère qui était incommodée à Passy, cette mère qu'elle aimait si tendrement eut besoin de son aiguïère d'argent. Elle lui donna la clef de son cabinet pour l'aller chercher. En la prenant, M^{me} Dupin trouva un billet dedans, elle vit que c'était la reconnaissance de son mari. Comme elle désirait ardemment une terre, et qu'elle pensait que si sa maman, à qui Samuel avait donné cette somme, voulait l'exiger, cela empêcherait son acquisition, elle résolut de la soustraire momentanément aux yeux de sa mère. Pendant cet intervalle, la terre de Chenonceaux fut achetée, alors elle n'eut plus le même intérêt à garder le billet. Elle épiait l'occasion de le remettre dans le cabinet de sa mère, de manière à n'être point soupçonnée. Elle ne se présentait point. Pendant ce temps M^{me} Desfontaines qui voulait faire quelques affaires voulut se faire payer un acompte de M. Dupin. Le billet ne se trouva plus. Elle ne douta pas un instant que ce ne fût M^{me} Dupin qui l'avait ôté, quand elle se souvint qu'elle l'avait mis dans son aiguïère d'argent, qu'elle avait précisément envoyé chercher par elle. Elle envoya sur-le-champ chez elle avec ordre de se rendre sans retard auprès d'elle. M^{me} Dupin se douta de ce qui déterminait sa mère à la demander avec autant d'empressement. Sûre du billet, elle part sans balancer et arrive devant les juges, Sa-

muel et sa mère fort courroucée. Interrogée sur le billet, elle avoua que c'était elle qui l'avait ôté et leur dit en riant: « J'ai voulu surpasser Lucullus, qui avala un diamant de 100,000 fr. pour faire un riche repas, en avalant un billet de 500,000 fr. » Ce badinage ne plut ni à sa mère, ni au vieux Samuel. Elle les laissa dans cette idée, s'en retourna chez elle pour se consulter avec M. Dupin qui fut très fâché de la démarche légère de son épouse et s'apaisa quand elle lui remit le billet. Il exigea qu'elle repartit sur-le-champ et qu'elle reportât le billet, ce qu'elle fit. Samuel, qui l'aimait par-dessus tout, ayant su le motif qui l'avait conduite, déchira le billet et lui dit qu'il lui en faisait présent et fit un bon à Mme Desfontaines pour recevoir sur sa caisse cette somme. Voilà la véritable histoire.

L'explication ayant été vive quand elle parut la première fois, quelque domestique aux écoutes, comme le fait le plus grand nombre, ayant entendu la réponse et n'ayant pas su la conclusion a répandu cette anecdote qui, si elle n'est pas tout à fait excusable, n'est pas aussi odieuse qu'elle le paraît d'après le narré de l'historien de Louis XV.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES

NOMS PROPRES CITÉS DANS CE MÉMOIRE

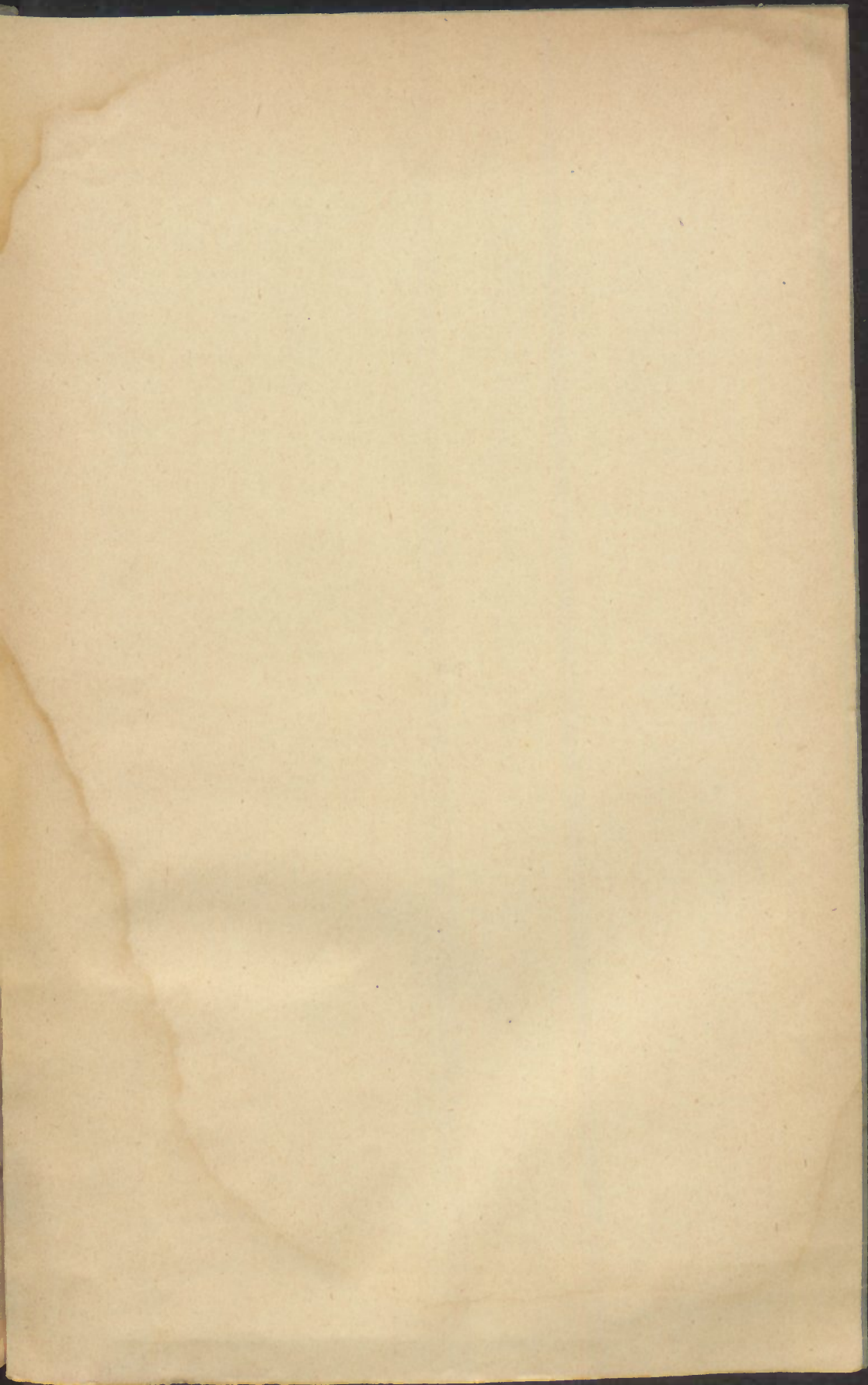
	Pages.		Pages.
Aguesseau (d').	58	Berlin.	60
Allemagne.	14, 41	Bielke (Comte de).	31
Alsace.	7	Boislieu (de). 5, 18, 29, 31, 43,	
Amelot.	12	45, 48, 49, 51 et <i>passim</i> .	
Amsterdam.	7, 8, 31, 60	Bombarda.	35
Angleterre.	7, 9, 34	Bonnemère (Eugène).	6
Anvers.	31, 53	Bourbon (Marie-Thérèse de).	10
Artagnan (d').	6	Bressoigne.	33
Arty (M ^{me} d').	14	Bretagne.	33
Augsbourg.	7, 15	Brunswick.	60
Austerlitz.	9	Bruxelles.	60
Ayen (d').	14		
		Cadix.	31
Bagnols (de).	37	Caen.	31
Bâle.	34	Calonne (de).	38
Barbançois (Comte de).	63	Castan.	48, 50, 51, 52
Barbançois (M ^{me} de).	63, 64	Castan (M ^{me}).	53
Barbé-Marbois.	9	Castille.	41
Barbier.	11, 13, 58, 59	Caumartin (de).	46
Barcelone.	7	Chamillart. 11, 17, 18, 20, 22,	
Bartel.	29	26, 28, 31, 32, 34, 36, 37, 38,	
Bavière.	20, 25, 26, 28, 41	46 et <i>passim</i> .	
Beaugier.	28	Chamillart (M ^{me}).	21
Beaurepas.	34	Champagne.	56
Begon (Michel).	18	Chapelle (Jean de la).	36

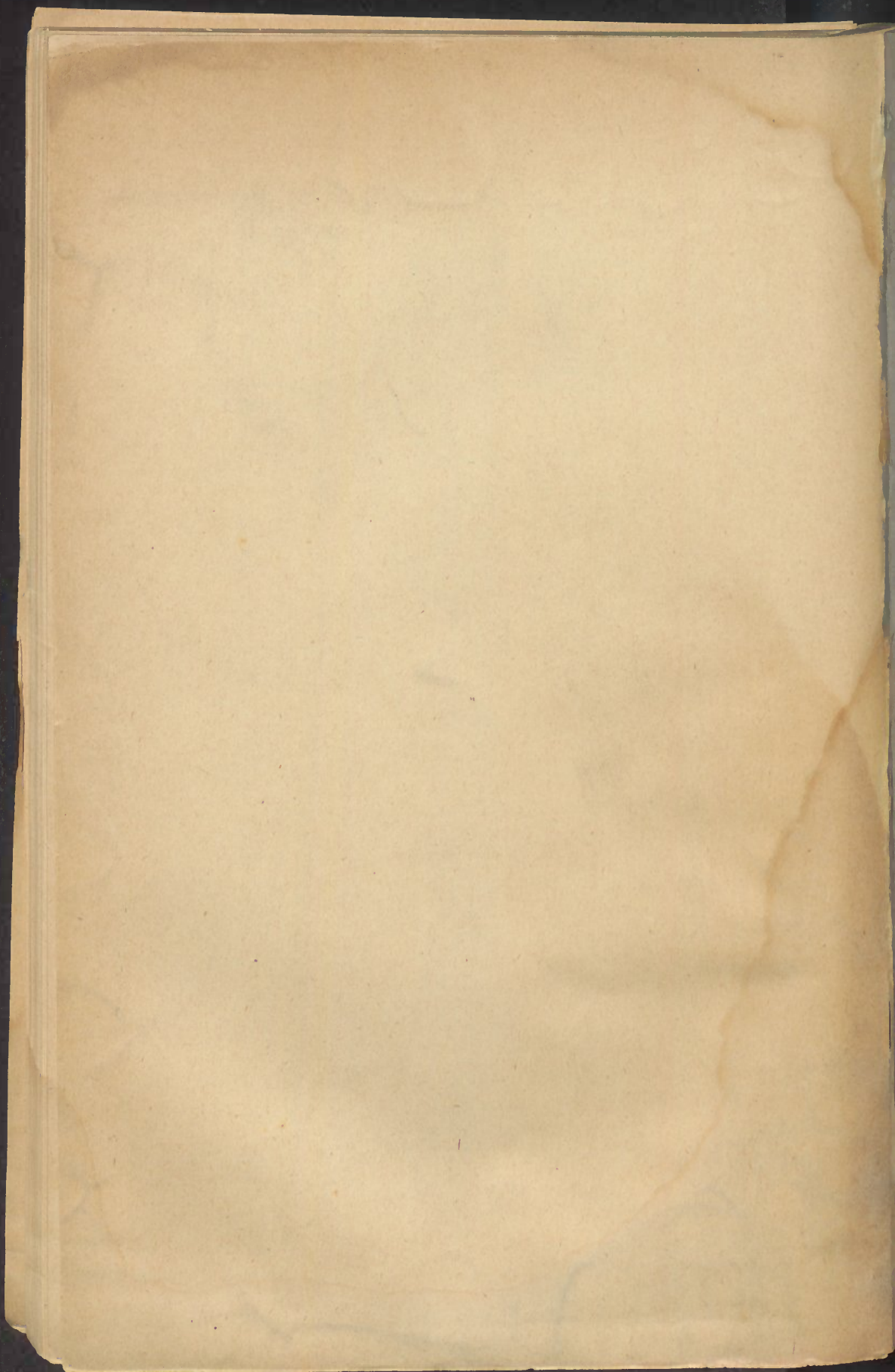
	Pages.		Pages.
Charles XII	11	Florence	60
Châteauroux	63	Fontaine (M ^{me} de). Voir aussi	
Chenonceaux 15, 63,	65	M ^{me} Desfontaines	41
Clamageran	16	Fontaine (Louise-Marie)	15
Clapeyron	53	Forbonnais	23
Cœur (Jacques) 5,	7	Force (Duc de la)	58
Colbert 7, 15,	38	Forges	41
Cologne 34,	41	Fouquet 7,	8
Conrard Fries (Jean)	24	France 7, 11, 28, 42, 53,	60
Conti (François-Louis de Bour-		Franche-Comté	15
bon, Prince de) 9, 10, 46,	58		
Copenhague	60	Gaumont (de)	58
Grozat . 13, 35, 37, 46, 53, 58,	59	Gênes 7, 29, 31,	60
		Genève 53, 59,	60
Danemark	34	Guiffrey	6
Danjeau 3, 10, 12, 44,	54		
Dantzig 10, 34,	60	Hambourg 54,	60
Deffand (M ^{me} du)	13	Harlay	16
Delisle (Léopold)	7	Heinsius	50
Demeuves 29,	31	Helvetius	6
Depping 7,	16	Hénault	27
Derandon	41	Heron (du)	10
Desfontaines (M ^{me}). Voir aussi		Herwart (Barthélemy d')	7
M ^{me} Fontaine 63, 64, 65,	66	Hogguers 39,	41
Desmaretz. 12, 22, 36, 38, 39,		Hollande 29, 33, 34,	53
40, 41, 42, 44, 49	54	Hongrie	34
Després	8	Hopp (Van der)	8
Dubois (l'abbé)	20	Huguetan 29, 30,	34
Duchuy	41		
Dupin (Claude) 15, 60, 64, 65,	66	Indes	58
Dupin (Aurore)	15	Italie 7, 26, 28, 31, 34,	41
Duplessis (Georges)	18		
Durey de Vaucourt (J.-B.)	28	Jal	6
		Jean Bart	10
Espagne 7, 9, 15, 28, 31, 34,	48		
Estrades (Comte d')	7	La Hogue	15
Eudes	18	Lair	8
Europe 34,	42	Lamoignon	13
		Languedoc 18,	35
Farges (Louis)	10	La Rochelle	36
Fizeaux	53	Law 12, 13, 27, 54, 58,	59
Flamarens (Marquise de)	14	Lecomte (l'abbé)	63
Flandre. 8, 15, 19, 20, 26, 28,		Leczinski (Stanislas) 9,	11
31, 32, 34, 41	53	Legendre (Thomas) 27, 41,	42

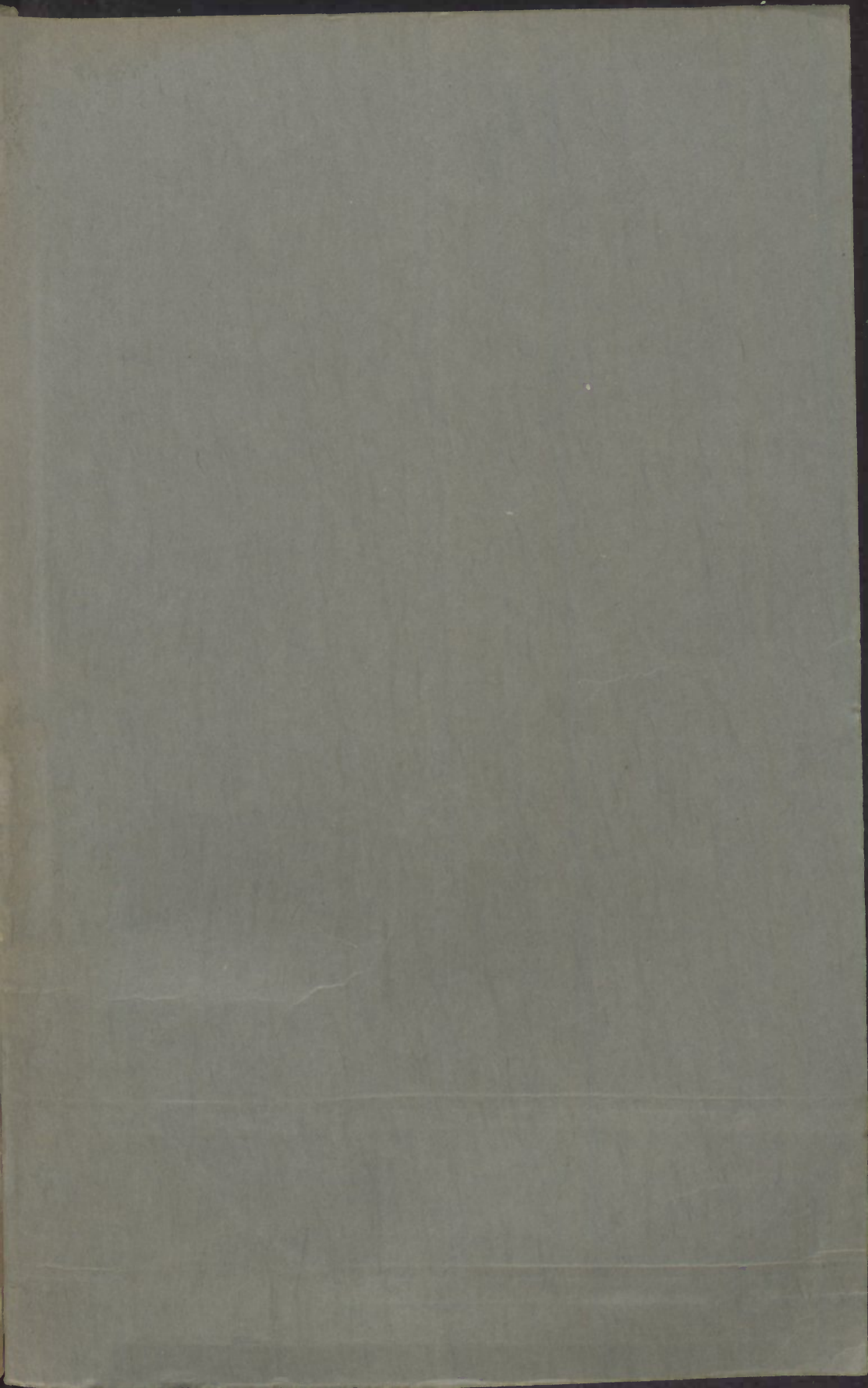


	Pages.		Pages.
Le Mans.	24	Ormesson (d')	58
Le Peletier	15, 58	Ouvrard	5, 8, 9
Le Rebours. 20, 21, 29, 32, 34,	49		
Liège.	15	Paris (les frères)	58, 59
Ligny.	34	Paris	41, 45, 48, 58, 63
Lille.	34, 36, 37	Passy.	65
Livourne	31, 34	Pays-Bas	7
Londres.	60	Pelouze (M ^{me})	63
Lorraine	65	Penautier (de)	18, 19
Louis XIV.	15, 38, 54, 57	Pérou.	40
Louis XV.	51, 58, 65, 66	Pleneuf (de).	19, 20, 23, 31
Lucullus	66	Polignac (l'abbé de).	10
Lullin.	43, 48, 49, 50, 51, 53	Pologne	9, 10, 11, 34
Lyon. 7, 9, 12, 26, 29, 33, 37,		Pontchartrain (de). 10, 15, 16.	17
41, 45, 47, 48, 49, 50, 51, 52,		Poullletier.	29
53, 59 et <i>passim</i> .		Prié (M ^{me} de)	19
		Proudre	46
Marais (Mathieu).	9		
Mardyck	7	Ratisbonne	60
Malborough	50	Ravat.	43, 47, 48
Marly.	9, 11, 34	Richelieu.	7
Marseille.	7, 48	Riom.	31
Mayence	60	Rivié.	13
Mazarin	8	Romain	31
Milan	60	Rome	25, 34, 60
Mirepoix (Marquis de)	13	Roubillac	49
Molé (Mathieu).	13	Rouen.	31, 37
Mollien (Comte)	9	Rousseau (J.-J.)	14
Mongelas	31	Rousseau (Pierre)	26
Montargis (de)	31, 32, 33	Ryswick.	15
Montauban	7		
Montesan (de).	29	Saint-Ildefonse.	9
Montesquieu	11	Saint-Jean.	41
Moulins.	31	Saint-Malo.	33, 59
Munich	59	Saint-Petersbourg.	60
		Saint-Simon.	10, 11, 12, 19, 15
Namur	33	Sand (George)	18
Nantes	31	Savoie (Duc de)	41
Napoléon	9	Savoie (M ^{me} Royale de)	15
Nicolas.	44, 46, 48, 51	Saxe (Aurore de).	15
Noailles (Duc de).	19, 57	Saxe (Auguste de)	9, 10, 11
Nointel (de).	30	Saxe-Weimard (Bernard de)	7
		Sobieski	10
Ombreval (d')	59	Sonnet-Desbordes	33
Orléans (Duc d')	13		

	Pages.		Pages.
Sparre	11	Turin	18, 60
Stalpaert (Jules)	31	Vanlerberghe	8
Stockholm	60	Verrières (M ^{lle})	15
Suède	11, 34	Versailles	11, 12, 14
Suisse	59	Venise	7, 60
Tallard (Duchesse de)	14	Vienne	60
Thoisy	41	Vieuxcourt (de)	32
Torci (Marquis de)	11, 51	Villeroy (de)	48
Touche (M ^{mo} de la)	14	Voltaire	6, 11, 13
Troye	14	Zurich	24
Trudaine	12, 45, 46, 48, 52, 53		









206\$0796207X